

Vie de militants

Madeleine Parent

Léa Roback

Michel Chartrand

DOSSIERS
«**VIE OUVRIÈRE**»

no 128

DOSSIERS "VIE OUVRIÈRE"

AU SERVICE DES MILITANTS CHRÉTIENS DU MONDE OUVRIER

Comité de la rédaction

Denise Gauthier, Robert Guimond, Raymond Levac,
Guy Ménard, Jules Paradis

Collaboration: Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.)
Mouvement des Travailleurs Chrétiens (M.T.C.)
Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (C.P.M.O.)

Paul-Émile Charland, rédacteur en chef

Lucie Lebœuf, assistante à la rédaction et à la promotion

Secrétariat: Liliane Lemay

Abonnement: \$9.00 pour un an

Éditeur: Revue Vie Ouvrière Inc.

Adresse: 1201, rue Visitation, Montréal, Canada, H2L 3B5
Téléphone: (514) 524-3561

Courrier de deuxième classe — Enregistrement no 0220

ISSN 0384-1146

Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec

Indexée dans le Répertoire analytique d'articles de revue du Québec (RADAR)

Imprimerie Notre-Dame, Richelieu, Qué.

sommaire

Octobre 1978 — Vol. XXVIII, N° 128

ÉDITORIAL

Militants et prophètes *Paul-Émile Charland* 450

DOSSIER

MADELEINE PARENT
et les syndicats du textile 453

LÉA ROBACK
Comment l'organisation syndicale est indissociable
de la vie de quartier 461

MICHEL CHARTRAND
et le respect de la vie des travailleurs 471

Témoignage

Vie et travail en quartier populaire *Rosaire Tremblay* 485

Rosaire Tremblay, ouvrier et prêtre *Ugo Benfante* 489

Foi et engagement

La vie qui vient de la marge:
réflexions sur l'expérience des militants *Guy Ménard* 492

Lettre ouverte aux Latino-américains *Entraide missionnaire* 497

Actualité

La J.O.C. au XI^e festival mondial de la jeunesse à Cuba
Manon Brûlotte 504

Le congrès national du M.T.C. *Raymond Levac* 506

Militants et prophètes

Nous présentons dans ce dossier la vie de quelques militants qui ont marqué le mouvement ouvrier au Québec et dont la voix continue de se faire entendre. Nous avons dû faire un choix qui ne voudrait en rien porter préjudice à ceux qui n'ont pas été retenus cette fois. Car nous avons l'intention de continuer à faire connaître les artisans de l'histoire des travailleurs.

Madeleine Parent et Léa Roback ont été à l'origine de la lutte des ouvriers du textile, une industrie où l'exploitation des travailleurs était proverbiale. Quant à Michel Chartrand, nous avons voulu découvrir l'homme qui se cache derrière l'image quelque peu folklorique que l'on se fait de lui.

Les vrais militants ouvriers ont des traits communs qui les apparentent aux prophètes de la Bible. Même s'ils voulaient renier cette parenté, les idées-force de leur message et surtout le témoignage de leur action seraient là pour nous le rappeler. Plus encore, le sort qui leur est fait dans la société nous rappelle étrangement celui qu'on a toujours réservé aux prophètes.

"Va faire le prophète ailleurs"

C'est en ces termes que le roi d'Israël envoya le grand-prêtre Amasias dire au prophète Amos de cesser de les déranger: "Va-t-en d'ici voyant; fuis au pays de Juda; mange là ton pain et fais-y le prophète. Mais à Béthel cesse de prophétiser car c'est un sanctuaire royal, un temple du royaume" (Amos 7, 12).

Le prophète est une personne qui dérange l'ordre établi, au nom des valeurs fondamentales de l'Alliance de Dieu avec les hommes. Ces valeurs se nomment: justice, respect des personnes, libération des exploités. À commencer par Moïse qui les a inscrites dans la tradition judéo-chrétienne, ces exigences divines ont été reprises par tous les pro-

phètes de l'Ancien Testament aux époques où elles étaient le plus bafouées par celui qui se disait le peuple de Dieu. Il n'est pas de culte authentique ni de véritable relation avec le Dieu de l'Alliance sans le respect de ces valeurs humaines.

Au grand scandale des autorités religieuses, et à l'agacement des autorités civiles, les prophètes rappelaient à temps et à contre-temps ces exigences de Dieu. L'auteur de la phrase qu'on aime parfois répéter, à tort ou à raison, "la religion est l'opium du peuple" n'avait sans doute pas lu les prophètes; ou bien alors il reprendrait à son compte la critique prophétique d'un certain type de religion qui n'est pas celle voulue par le Dieu de Jésus-Christ. Car loin d'être une douce berceuse pour l'apaisement des souffrances humaines, la religion des prophètes était plutôt un écho de la révolte de Dieu devant les injustices des hommes.

Vrais et faux prophètes

Le problème s'est toujours posé, au cours de l'histoire, de pouvoir reconnaître le vrai du faux prophète. Aucun portrait-type ne saurait se dégager des critères dans lesquels on a voulu les enfermer. À la limite, Dieu s'est servi de l'âne de Balaam pour rappeler à son peuple ses exigences.

Sil est un trait par lequel on peut reconnaître les vrais prophètes, c'est bien le sort qui leur a été fait. "Vos pères ont tué les prophètes", et ensuite ils leur ont élevé des monuments. Jésus-Christ lui-même n'y a pas échappé. Car les prophètes ont tous été marginaux, des gens qui ont écrit dans la marge des textes officiels établis par la société, comme l'explique Guy Ménard. Mais par un paradoxe inacceptable aux "bien-pensant", c'est de cette marginalité que la vie renaissait sans cesse.

Une autre catégorie de prophètes, au contraire, adulaient les grands de ce monde et entretenaient chez eux l'illusion de la paix. C'était souvent des prophètes officiels, reconnus et protégés par le pouvoir. Leurs prophéties pouvaient bien se réaliser, mais était-ce bien là un signe qu'ils parlaient au nom de Dieu? N'était-ce pas plutôt le signe qu'ils étaient en bons termes avec les puissances de ce monde. Leur vie pouvait être exemplaire: mais encore là, on pouvait toujours se demander quel modèle ils reproduisaient.

Le seul critère que nous avons pour discerner les vrais des faux prophètes, c'est leur fidélité profonde aux exigences de justice inscrites

dans l'Alliance de Dieu avec les hommes. Quels qu'aient été leur origine ou leur style de vie, les vrais prophètes ont été des hommes et des femmes qui avaient une vision claire de la justice de Dieu, des hommes et des femmes qui ont vécu dans leur propre chair les injustices subies par le peuple.

Ils font figure de révoltés, et leur langage est souvent le reflet de cette révolte. S'ils ne parlent pas encore de "lutte de classe", ils nous annoncent le renversement des forces sociales qui engendrent les situations d'injustice et d'oppression. Les prophètes qu'ont été les porte-parole de tout un groupe social, ceux que la Bible appelle "les pauvres de Yahvé", les "anawim", c'est-à-dire les écrasés, les humiliés. Ce sont eux, en fin de compte, c'est toute cette classe sociale des pauvres et des opprimés qui portait en elle la promesse de libération.

Héritière de toute la tradition prophétique, Marie de Nazareth exprime à ce sujet la vision qu'elle a du projet de Dieu:

"Déployant la force de son bras, il disperse les superbes.

"Il renverse les puissants de leurs trônes, il élève les humbles

"Il comble de biens les affamés, renvoie les riches les mains vides".

Militants et prophètes

Les militants ouvriers que nous présentons seront peut-être surpris de se voir placer à côté des prophètes. Certains chrétiens seront scandalisés de ce rapprochement. Mais pour nous, ils se situent dans la lignée des vrais prophètes: des gens qui ont pris parti pour les petits et les exploités. Ils nous rappellent, jusqu'à nous déranger dans notre sécurité, les exigences de justice et de fraternité inscrites dans l'Évangile.

Le témoignage de leur vie nous invite à relire, dans le contexte d'aujourd'hui, les pages, souvent oubliées ou édulcorées, des grands prophètes de la Bible. Ne serait-ce que pour cette raison, nous devons les en remercier.

Paul-Émile CHARLAND

Madeleine Parent et les syndicats du textile

Madeleine Parent fut un des leaders du syndicat du textile dans les années 40. Née à Montréal en 1918, elle fit ses études au collège Villa-Maria et à l'université McGill. Déjà, à l'université, elle milite pour que les fils de cultivateurs et d'ouvriers obtiennent des bourses d'étude. En 1942, elle entre dans les unions internationales comme organisatrice syndicale.

Ma décision de militer avec les travailleurs, je l'ai prise à l'université McGill alors que j'étais étudiante. Le milieu ne portait pas naturellement à une telle orientation, mais j'avais vu tellement d'injustices dans mon enfance, au couvent vis-à-vis les servantes, tous ces gens qui manquaient de travail pendant les années de chômage.

À McGill, je me suis rendu compte que ce sont les gens favorisés qui y envoyaient leurs enfants. On se préparait à faire une vie prospère. J'éprouvais du dégoût devant ce que je voyais: ce n'était sûrement pas comme ça que je voulais vivre. Je voyais des gens qui produisaient dans notre économie, en particulier les femmes dans l'industrie de la robe, et loin d'avoir justice, leurs intérêts étaient trahis par des bureaucrates syndicaux. J'ai donc décidé de travailler pour ces gens-là.

L'industrie du textile

En 1942, nous sommes en temps de guerre, le gouvernement et les patrons ont besoin de main-d'œuvre, aussi la syndicalisation est rendue

plus facile pour les travailleurs. À St-Paul l'Ermitte, par exemple, sur 14,000 ouvriers, la plupart sont syndiqués, hommes et femmes. Au plan Bouchard, à Ste-Thérèse, à Verdun aussi. Les gens sortent de la crise: "C'est le temps de s'organiser, on a eu assez de misère". De 1939 à 1944 on passe de 35,000 à 176,000 travailleurs syndiqués au Québec. De 1940 à 1945 au Canada, le nombre des syndiqués passe de 362,000 à 711,000.

C'est pendant cette période qu'avec quelques autres militants, dont Kent Rowley, l'âme de ce mouvement, nous optons pour l'organisation dans les industries permanentes, comme celles du textile. Les industries de guerre étaient déjà en train de s'organiser, mais dans les autres l'exploitation était beaucoup plus ancrée, la misère excessive.

Il fallait lutter même contre les unions, où on rencontrait de la résistance, un certain mépris de bureaucrates à l'endroit de ces travailleurs. Dans les industries du textile, du tabac, et les autres du même genre, les salaires sont bas et l'on retrouve des femmes et des enfants: "Ça ne s'organise pas, ce monde-là". Et les unions internationales n'étaient pas intéressées à s'en occuper.

Mais c'était là quelque chose de faux; au contraire, il y a une longue tradition de combativité chez les ouvriers et les ouvrières du textile. Selon MacKenzie King, alors ministre du travail, il y a eu une quarantaine de grèves partout dans la province, entre 1900 et 1910, dans l'industrie du textile. Valleyfield était particulièrement au centre du conflit.

En 1942, Madeleine Parent, alors qu'elle travaille à l'organisation syndicale au moulin de St-Henri, retrouve encore des enfants sur les équipes de nuit. La loi de 1909 interdisant le travail aux enfants en bas de 14 ans n'était pas appliquée. Il y avait sans doute de "bonnes raisons" à cela: durant les années de la crise, les garderies n'existaient pas. L'enfant devait accompagner sa mère à l'usine: il l'aidait à tisser et apprenait ainsi le métier. Cela produisait de la main-d'œuvre à bon marché. Une protestation publique s'organisa sous l'impulsion de Madeleine Parent, et une nouvelle loi plus ferme que la première mettra les compagnies au pas. Le scandale était trop grand.

Kent Rowley obtint du Conseil des Métiers du Travail de Montréal (relai des unions internationales) d'aller tenter de syndiquer les travailleurs de la Montreal Cotton à Valleyfield. Cette usine était la propriété de la Dominion Textile que l'on retrouvait également à Montréal, à Magog, à Montmorency, à Valleyfield, à Sherbrooke.

L'implantation de la Dominion Textile dans une petite ville lui permettait une meilleure mainmise sur toutes les structures sociales de cette ville, renforçant ainsi ses tendances monopolistes. Même les gouvernements lui étaient soumis. Et dans ces villes, les patrons ne se gênaient pas pour user de l'influence religieuse sur les femmes et les enfants afin de les maintenir en servitude.

Les profits réalisés par la compagnie ne viennent pas de rien, mais de cette exploitation orchestrée des travailleurs. L'enquête Turgeon, en 1936-38, sur le monde du textile, donnera les chiffres suivants. Les salaires étaient de .25½ cents de l'heure, soit \$14.00 pour une semaine de 55 heures. Les profits, de leur côté, parlent d'eux-mêmes: avec une mise de fonds originelle de un demi million de dollars, les usines de la Dominion Textile valaient, 30 ans plus tard, la jolie somme de 17 millions de dollars, après avoir distribué 18 millions de dollars en dividendes durant la même période.

Madeleine Parent, militante syndicaliste

En 1943, la Dominion Textile à Valleyfield refuse de négocier, même si l'accréditation est accordée par le gouvernement fédéral et que la recommandation en est faite à la compagnie. Les militants syndicaux optent alors pour mettre leurs efforts à augmenter la force des travailleurs en syndiquant les moulins de Montréal. Je reçois alors mon premier engagement comme permanente au syndicat: organiser le moulin de St-Henri, 1000 travailleurs.

Dans une première étape, il fallait tenter de percer le rideau de méfiance. Les ouvriers et les ouvrières se souviennent de la trahison dans la grève de 1939. Ils sont méfiants. Il faut reprendre les contacts un à un, très discrètement, par le porte-à-porte, insister pour que les hommes contactent aussi les femmes en leur rappelant leur combativité de 1939. Je leur disais: seules les femmes savent comment isoler une favorite de son contremaître".

Après la formation d'un premier noyau, il est possible d'entreprendre des petites réunions où nous apprenons à connaître les conditions des travailleurs, leurs revendications, et commencer ensemble l'élaboration d'un programme d'action. La formation des militants est alors en marche. La diffusion des circulaires et les assemblées publiques ne

sont possibles qui si une base militante est assurée. Car il faut se rappeler que la diffusion est illégale durant ces années-là. Il nous fallait arriver à l'heure où le plus grand nombre de travailleurs entraient à l'usine, et repartir après 12 à 20 minutes, avant l'arrivée de la police. Avec l'expérience, les tactiques s'affineront.

Pour Madeleine Parent, la confiance et la discipline sont les deux pivots nécessaires pour assurer une cohésion dans l'action. Car si l'organisation se fait d'une façon assez rapide, — en moins de 9 mois, les 4 moulins de Montréal sont organisés, — il faudra 4 années de lutte contre les machinations patronales et gouvernementales pour gagner la première convention collective.

En 1946, au plus fort du conflit à Valleyfield, la population ouvrière de la ville en fait sa grève. Personne, sinon les bourgeois, n'ignorent la vie de misère à la "Cotton", les injustices qui y règnent, pour y avoir travaillé soi-même, ou un membre de sa famille. Dans les assemblées, on retrouvait les femmes des grévistes qui devaient nourrir leur famille: c'était leur combat tout autant que celui de leur mari. Plus encore, peut-être, car elles-mêmes y avaient travaillé quand elles étaient filles. Les femmes faisaient donc partie de ce mouvement de façon directe et vivante, non seulement à la cantine, mais sur les lignes de piquetage. La solidarité ouvrière avait de solides assises.

La grève était menée financièrement avec très peu de moyens, sans un sou des unions américaines. La combativité des femmes, des ouvriers, a su combler ce sérieux handicap. Et si la police de Duplessis a connu son premier recul à Valleyfield, la solidarité et la discipline ont été les deux forces de cette population ouvrière. Au cours de cette grève, on a vu la collaboration des générations: Kent et moi, les jeunes, nous avons travaillé très étroitement avec Trefflé Leduc et ceux qui l'entouraient parmi les plus anciens: les deux générations se sont complétées dans cette lutte, de sorte que les gens de tout âge étaient partie prenante.

Procès pour conspiration séditionnelle

On vivait alors sous la "loi du cadenas", loi qui permettait qu'on entre dans la maison de quelqu'un où l'on soupçonnait qu'il puisse se trouver de la littérature communiste. Seulement, on ne précisait pas

ce qui permettait de qualifier de communiste un discours, une personne, un livre. On s'en servait donc abondamment pour attaquer ceux qui s'identifiaient avec les ouvriers lorsque ceux-ci revendiquaient.

Il est rare qu'il y ait eu à cette époque une grève où les travailleurs et leurs chefs n'aient pas été traités de communistes. Si je ne l'avais pas été, j'aurais eu un peu honte. Il fallait être traité de cette sorte par ceux qui protégeaient le système et défendaient le droit des patrons à exploiter les gens.

À Lachute je suis donc allée en prison et j'ai subi un procès pour "conspiration séditeuse". Presque tous les témoins contre moi étaient des agents de la police provinciale. Il y avait, en particulier, Paul Benoît qui fut sous-ministre de la justice jusqu'à tout récemment, lui qui avait assommé mon mari, Kent Rowley, à la grève de 1952 à Valleyfield.

Ils essayaient de dire que c'était de la sédition que de s'attaquer aux privilèges des patrons, que de revendiquer le droit des ouvriers à obliger le patron à signer avec eux une convention collective pour fixer les conditions auxquelles ils travailleraient. La famille Ayers était reconnue comme une espèce de grands seigneurs dans la région de Lachute; ils avaient pour leur dire qu'ils avaient fait bâtir une église dans les années 1930. Je ne vous dirai pas quels salaires ils ont payé pour bâtir l'église: c'était absolument aberrant. Ils passaient pour de grands pratiquants catholiques, très généreux, qui donnaient du travail aux gens. Nous devions être vraiment des esclaves dans Lachute pour accepter ce qu'ils donnaient.

Alors, quand nous avons revendiqué comme on l'a fait, sans que rien ne fasse peur aux ouvriers, nous avons été accusés de lèse-majesté ou conspiration séditeuse.

Pour nous défendre contre la compagnie, il fallait continuer la grève. Nous étions sur les lignes de piquetage pour empêcher les scabs d'entrer, et cela en dépit de la police provinciale, de la propagande et de toutes les intimidations. Le plus important, c'était de voir à ce que la compagnie ne produise pas. Et ce fut au cours de cette lutte pour maintenir les lignes de piquetage que les arrestations sont venues. Maurice Duplessis avait monté la compagnie contre nous pour donner l'impression qui c'était une espèce de révolution. Alors que c'était une simple lutte pour le droit des travailleurs à décider en partie quelles seraient les conditions de travail.

Obligée de quitter le Québec

En 1952, quand Duplessis s'est attaqué aux travailleurs de textile-coton, les dirigeants des unions américaines internationales, dont nous faisions partie, ont trahi les ouvriers québécois. Dans la lutte contre l'augmentation des tâches, l'accélération des cadences, la baisse des taux à la pièce, les travailleurs ne voulaient pas céder. Les unions américaines ont alors accepté le contrat que la Dominion Textile leur imposait et que Duplessis voulait leur faire signer. Les gens ne se sentaient pas assez forts pour continuer d'essayer d'obtenir justice. Ce coup porté aux travailleurs a entraîné la perte de 3000 des 6000 emplois après qu'on eut doublé les tâches.

Nous avions à ce moment-là, en Ontario, dans notre syndicat, des travailleurs dont la force économique n'avait pas été épuisée et qui étaient encore prêts à se battre. Nous avons alors, Kent et moi, décidé de garder nos racines avec ces travailleurs et d'aller en Ontario militer à leur côté. La décision était très difficile, mais le choix était clair: il fallait organiser des syndicats de chez-nous.

La trahison des unions internationales, en 1952, avait été suffisante pour convaincre un bon nombre de travailleurs du textile que les unions internationales portaient à la bureaucratie et à la trahison: il était important que nous ayions nos propres syndicats. D'abord, les unions internationales n'avaient jamais financé les travailleurs du Canada, qu'elles n'avaient jamais vraiment organisés. Il fallait donc quelque chose qui viendrait de nous-mêmes. Mais comme nous manquions de confiance en nous-mêmes, cela nous donnait un sentiment d'importance de porter la bannière des américains!

Au moment de la fondation de la Confédération des syndicats canadiens, en 1967, elle regroupait le tiers des travailleurs syndiqués; aujourd'hui, elle en compte plus de la moitié. De plus, nous avons démontré que les syndicats américains ont fait, en 14 ans, un profit de \$250,000,000. sur les cotisations des travailleurs canadiens, après toute dépense payée, y compris les fonds de grève.

Quand nous combattons les patrons, ils ont toujours des alliés, que ce soit dans le gouvernement comme sous Duplessis, que ce soit dans la bureaucratie syndicale comme dans les unions américaines. Alors il faut combattre les alliés du patron. Et je dis que quand une union a

son siège social à l'extérieur du pays, cela se prête à de la bureaucratie parce que les travailleurs n'ont pas les moyens de déloger les directeurs et les chefs. Et il faut avoir les moyens de le faire si l'on veut qu'un syndicat représente les intérêts des travailleurs. Pour cela il faut que ce soit un syndicat de chez-nous.

Une québécoise à Toronto

J'aime vivre là où il y a des travailleurs qui veulent revendiquer. Que ce soit n'importe où, je suis bien. Mais si les choses étaient égales et que nous avions une base chez-nous, au Québec, je choiserais de vivre au Québec.

À Toronto, je fais de l'organisation syndicale avec les immigrantes. Ces femmes nous font penser un peu aux jeunes filles qui venaient de la Gaspésie, de la Mauricie, de la campagne, pour travailler à Montréal dans les années 30. Elles ne parlent pas, pour la plupart, la langue anglaise. Ce sont des mères de famille, ou aspirantes à l'être, qui sont obligées de travailler dans une ville où le père et le mari peut trouver du travail, comme dans la construction à Toronto.

En plus des enfants, des travaux de ménage, des difficultés de trouver un logement, ces nouveaux immigrants doivent ensuite aller travailler: c'est un fardeau très dur pour elles, mais elles sont obligées de le faire. Ne parlant pas la langue, elles ont de la difficulté à se défendre, un peu comme nos travailleurs à Valleyfield, en 1940, obligés de se défendre contre un contremaître anglais. D'où l'importance de se syndiquer. Nous trouvons parmi elles des porte-parole capables de les défendre. Une des présidentes est une grecque, une autre est portugaise, une autre est une italienne ayant déjà 14 ans de service après avoir commencé à travailler à l'âge de 14 ans. Elles sont toutes assez jeunes.

En ce moment au Canada, en Ontario, les gens sont très inquiets au sujet de ce qui se passe au Québec. La propagande de M. Trudeau, des patrons, des racistes, essaie de leur représenter les aspirations des gens du Québec comme étant quelque chose qui fera tort à tout le Canada. Tout est orchestré pour faire croire que le Québec ne fait que des choses insensées et veut briser le pays. Pour ma part, dans mon syndicat et dans notre centrale, nous faisons ce que nous pouvons pour faire comprendre aux gens: "Vous, vous voulez être maîtres chez-vous,

avoir votre mot à dire au patron dans votre usine, les gens du Québec aussi veulent être maîtres chez eux. Ce sont des travailleurs comme nous et il faut respecter le choix qu'ils font. Si nous les respectons, et si nous combattons ceux qui veulent les empêcher de faire ce choix, nous pourrons exercer notre solidarité et ce sera dans l'intérêt du Canada anglais aussi".

Contrairement à ce qu'on dit dans certains milieux syndicaux, l'indépendance du Québec ne va pas à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière. Pour pouvoir influencer le système économique et l'avenir de notre pays, il faut d'abord posséder ce pays. On ne peut pas le laisser à des étrangers et dire qu'on va leur demander de changer des choses et de nous donner plus de justice.

Il faut commencer par posséder notre pays; alors avec le militantisme qui se manifeste quand nous changeons des choses dans l'intérêt des travailleurs et de leur famille, nous pourrons exercer une influence et jouer un rôle beaucoup plus actif dans l'ensemble du Canada. Si les gens du Québec voient qu'ils peuvent décider de leur sort au Québec mais qu'ils ne peuvent changer le Canada tout entier, alors qu'ils le fassent au Québec et ce sera un exemple pour les autres au Canada anglais.

Texte établi par Lucie Leboeuf sur la base d'interviews accordés à Radio-Canada.

Léa Roback

ou

Comment l'organisation syndicale est indissociable de la vie de quartier

LUCIE LEBOEUF

Ses origines

Léa Roback est née rue Guilbault, près de la rue St-Laurent, à Montréal. Son père, originaire de Pologne, n'acceptait pas de faire son service militaire pour Nikolai, le tsar; comme beaucoup de juifs à cette époque, il émigre. La famille Roback est une famille d'intellectuels, mais pauvres. À son arrivée au Canada, le père de Léa n'a qu'un napoléon (un demi sou) dans les poches. Il ne connaît pas la langue. Des juifs manufacturiers cherchaient à embaucher ces nouveaux immigrants, et à peu de frais. Monsieur Roback s'engage alors comme tailleur; mais il détestait ce travail et ses livres lui manquaient.

La mère de Léa Roback est aussi d'origine polonaise. Un bon matin, son grand-père maternel enlève sa casquette de postier, salue l'homme qui est au bureau de poste et lui dit: "Je m'en vais au Canada". Il n'avait pas un sou. Il travaille d'abord à New York comme presseur. À cette époque, on allait, avec ses machines sur son dos, faire du porte à porte dans les "bedroom factories" pour y chercher du travail. C'était des manufactures installées dans le vieux quartier juif; et là, les patrons faisaient leurs affaires par l'exploitation de l'ouvrier.

"Quand c'est le profit qui mène, dit Léa Roback, ce n'est pas d'abord une question de maudit juif ou de maudit canadien. Regardez Dupuis et Frères en 1978. On arrache aux ouvriers la bouchée, après

30 ans de service, et personne ne bouge. L'Église est silencieuse et même le mouvement syndical n'appelle pas à une grande manifestation. Ça continue. Jusqu'à quand l'inhumanité de l'homme envers son prochain durera-t-elle. C'est répugnant!"

Après New York, le grand-père de Léa émigre au Québec et s'engage comme colporteur, puis ensuite ouvrier dans un magasin à St-Grégoire, près des chutes Montmorency. À cette époque il fréquentait le curé de la paroisse. Et le curé acceptait de signer pour garantir ses emprunts. "C'était fantastique à l'époque".

La mère de Léa héritera de son père ce tempérament de femme d'affaire; elle tiendra un commerce à Beauport, de 1905 à 1919, puisque le père de Léa n'arrive pas à suffire aux besoins de sa famille avec son métier de tailleur à Montréal, où ils vivent depuis leur mariage. La famille quitte donc Beauport en 1905. Les débuts sont difficiles pour cette seule famille juive dans un village catholique. Mais les habitants y sont des gens pauvres: les hommes, pour la plupart, sont fonctionnaires au parlement, et les femmes font le ménage la nuit. Dans les concessions, Ste-Thérèse, St-Joseph, St-Michel, c'est la misère. "Les femmes faisaient des lavages, et nous on pratiquait le troc: vêtements, tissus, prélaris. Des gens simples que ce principe de papa et maman avait apprivoisés: pour être respecté, il faut d'abord respecter les autres".

Puis madame Roback tombe malade et la famille reprend le chemin de Montréal. Léa a maintenant 18 ans et prend son premier travail dans une boutique de nettoyage, à des conditions "pas rigolo du tout": odeurs, saleté, un salaire de \$8.00 par semaine pour 6 jours, de 8.30 heures à 16.30 heures.

Études et premiers chocs

En 1925, Léa Roback ira étudier en France, Si, à cette époque, une jeune fille juive se devait d'aller en Israël pour les débuts du pays, "ce n'était pas mon genre", dit Léa. La famille Roback ne nourrissait pas le sionisme: "On apprend la langue et on fait partie du pays où on gagne sa vie".

Avec sa connaissance de l'anglais, Léa peut donner des leçons privées et arrive ainsi à vivoter; elle ira même poursuivre ses études

à Grenoble. “Grenoble, nous dit-elle, avec sa spécialité de gants brodés faits par des pauvres dans les maisons privées”. Pendant son séjour, en 1926, le franc tombe: “mes yeux s’ouvrent sur ce qui se passe, les anglais et les américains arrivent en masse”.

Le 1er mai 1929, Léa Roback est étudiante à Berlin, membre d’un groupe d’amitié franco-allemand. Le groupe se rend à la grande démonstration avec la fanfare de la gauche. Subitement, c’est la charge avec policiers en uniforme. En criant zut, c’est le saccage, et la police qui frappe à tour de bras sur les syndicalistes et les groupes de gauche. Les fascistes sont à l’œuvre.

Avec le crash de Wall Street, Hitler et sa clique commencent à faire entendre leur langage à double sens: “c’est la faute des juifs, la faute des grands trusts”. C’est alors la misère noire. “Qui a raison, nous dit Léa? On le voit devant les yeux et non pas dans les livres. Là je décidai donc de devenir militante”.

“Je me souviens d’un vieux monsieur et de ce sale jeune homme qui le saisit par la barbe, le malmène jusqu’à le faire saigner et l’abandonne par terre. J’arrête alors un policier pour demander de l’aide. — “Ce n’est pas de vos affaires, mademoiselle”. Léa doit alors rentrer au Canada, la situation est trop dangereuse pour elle. Mais sa décision est ferme: “Allez, Léa Roback, embarque!”

Militante progressiste

Responsable de la première librairie marxiste qu’elle ouvre à son retour à Montréal, Léa reçoit souvent la visite des policiers, mais aussi beaucoup d’étudiants car elle est tout près du Gesù et du collège Ste-Marie. “J’avais souvent la visite de l’abbé Groulx qui avait la plus belle bibliothèque marxiste que vous pouviez voir”.

En 1935, Fred Rose se présente aux élections générales dans ce quartier, sous la bannière communiste. On sollicite alors son aide: “Là j’ai appris comment les partis bien assis volaient les votes”. Un soir, les étudiants de l’université Laval de Montréal faisaient leur promenade avec leur bérêt de velours et leur petite canne; ils viennent vers notre local, au 254 Ste-Catherine est. Et le temps d’un éclair, les fenêtres sont cassées et ils envahissent le local. Les protestations de Léa auprès de leur doyen, Mgr Chartier, qui se trouve là, sont vaines: “Je n’ai rien

vu". Et comme par hasard, voilà l'escouade qui arrive et qui répond aux protestations de Léa: "Vous n'aviez qu'à ne pas être là".

Avec les ouvrières de la robe

Après les élections, bref retour de Léa à la librairie. Le syndicat de l'Union de la robe cherchait alors une personne qui connaissait l'organisation et qui savait parler, intervenir en public. Léa est intéressée parce que l'Union de la robe commençait toujours par un comité d'éducation. Comme il lui est impossible d'entrer comme ouvrière dans une manufacture, elle s'engage dans l'Union pour travailler à l'organisation avec Mme Pesatta et Yvette Cadieux "une femme de cœur".

Les ouvriers et les ouvrières sont épuisés, écœurés par des semaines de 80 heures pour \$10.00 ou \$11.00, et du travail à la maison le soir afin de prendre de l'avance pour le lendemain. À la maison, maman, grand-maman et les enfants retournent les ceintures, attachent les fils. Et c'est le favoritisme qui prévaut si l'ouvrière se laisse taper un peu les fesses par le patron et le contremaître.

Et tout cela dans des buildings sales, le Lenner, le Wilder, le Jacob's building sur la rue Bleury, des nids à coquerelles avec des salles de toilettes affreuses. Et il fallait travailler là et manger là. S'ajoutant à ces pénibles conditions, un salaire jamais pareil et pas assuré. "On venait le matin depuis Pointe-aux-Trembles, avec son lunch sous le bras, pour se faire dire à la porte de l'usine: pas de travail pour toi aujourd'hui". Et souvent l'ouvrière n'avait qu'un seul ticket de tram et, comme seule ressource pour faire manger les siens, un peu de prostitution dans les salons de massage. "Ces ouvrières, c'était des femmes nobles pour arriver à faire une vie dans ces conditions".

Pour organiser le syndicat, il fallait rédiger des pamphlets dénonçant ces sales conditions et les distribuer aux portes des usines. Les difficultés étaient grandes car les jeunes militantes qui avaient travaillé à l'autre syndicat, on les avait foutu à la porte. "Je me souviens, dit Léa Roback, de cette femme extraordinaire, Mme Ayotte et sa fille. Elle avait les cheveux blancs bien avant son temps, et un sourire qui disait: cette chienne de vie, je l'ai connue, mais il faut quand même continuer". Ces femmes-là, c'était des militantes.

La formation, c'est le pilier d'une organisation syndicale. Et Léa Roback a même dû mener de dures luttes contre ses propres instances syndicales, ce monsieur Shane, hanté par le communisme et la loi du cadenas. "Pour que le syndicat soit vraiment leur outil de défense, il faut que les ouvrières apprennent à se protéger par la connaissance de ce qu'est le travail, combien ça doit payer, surtout dans cet atroce système du travail à la pièce: le nombre de boutons, la fermeture-éclair, un drapé, une dentelle, un ourlet à la main, tout cela c'est de l'extra".

Au moment de l'élection des délégués de boutique, elle leur dit: "N'élisez surtout pas la contremaîtresse, elle est trop bien avec le patron, elle va l'écouter". L'organisation syndicale chez des travailleurs écrasés toute leur vie, c'est d'abord une rééducation. Si le contremaître est bête, ce n'est pas parce qu'il est "un maudit juif", mais c'est parce qu'il se protège. Et s'il y a des riches et des pauvres, ce n'est pas la loi du hasard. Cette conscience était plus avancée chez les tailleurs; ils avaient des cours de formation le dimanche matin. Ce sont eux qui acceptèrent de venir expliquer aux ouvrières, dans leur "frenglish", qu'il ne fallait pas accepter cette situation. Mais il y avait aussi d'autres barrières: l'aumônier du syndicat catholique qui essayait d'entrer dans la danse "contre les unions neutres".

Puis c'est l'affrontement avec les patrons, en 1939: une grève qui dure trois semaines. Mme Galarneau et Mme Desroches, deux ouvrières du manteau, font du porte à porte. La partie réactionnaire du syndicat entre aussi en action et va chercher sa façade canadienne-française dans la personne de Claude Jodoin, président de la jeunesse libérale à l'époque, comme organisateur syndical. La grève ne s'avérera qu'un demi succès. Et cela s'explique, dit Léa: "Shane a constamment boycotté le militantisme, et les délégués ainsi que les ouvriers ne sont pas entraînés à la conscience de leurs droits". Il reconduira d'ailleurs Mme Pesatta à New York comme représentante de l'Union.

"Et quand on pense qui étaient ces patrons: des presseurs, des tailleurs, ceux même qui en avaient eu plein le dos et qui s'étaient associés pour ouvrir leur propre boutique. Ils traitaient les ouvriers comme eux l'avaient été. Pour eux, le canadien-français c'était un citoyen de seconde classe qui leur servait à s'enrichir jusqu'au cou."

Mais le règlement de la grève fut quand même un pas en avant, affirme Léa Roback. Il faudra tenir fermement les guides pour que l'Union se consolide. Malheureusement, le comité d'éducation continuera

d'avoir les mains liées, c'est pourquoi cet espoir ne pourra prendre forme. Car dès le moment où l'agent d'affaire, le délégué, accepte une faveur du patron, le militantisme meurt. Aussi on verra Jodoin devenir le McCarthy de Shane et l'Union de la robe se transformer en une association socio-culturelle. Léo Roback quittera le syndicat en 1939.

L'animatrice de quartier

Dès 1937, on retrouve Léa Roback faisant du porte à porte dans le quartier Rosemont. C'est l'époque de la crise. Elle invite les parents à envoyer leurs enfants rue Masson où, avec Sonia et Josée, elle accueille les enfants à un atelier d'art. Pendant que Léa leur raconte une histoire, les enfants l'expriment en dessin. "On a vu des talents qui dormaient."

C'était l'époque où les gens se faisaient chasser de leur logement parce qu'ils ne pouvaient pas payer. Un support à ces gens s'était organisé, nous raconte Léa Roback. Lorsque nous entendions parler d'évacuation, il fallait agir vite: nous allions sur place où se faisait l'encan, nous achetions les meubles de la personne évacuée, et nous pouvions les lui remettre aussitôt. "Je me souviens d'un homme, un vieux militant d'origine russe, un homme fier. Il n'avait pour toute richesse que deux chaises, une table et un lit. Incapable de payer son loyer, il est victime d'évacuation. Nous arrivons trop tard: on avait tiré sur le pauvre homme. À ses funérailles, 5000 personnes se mobilisent."

C'est à ce moment que Léa Roback nous parle de Norman Bethune,¹ ce médecin "avec un caractère bien à lui, mais le cœur à la bonne place". Sa pratique médicale le pousse à des recherches sur la nécessité d'une socialisation de la médecine. Le médecin ne peut se satisfaire de courir les malades pour panser les plaies: les enfants meurent en grand nombre. Bethune marchera en tête d'une grande manifestation de "sans-

¹ Le docteur Norman Bethune fut un canadien remarquable et un homme extraordinaire. Spécialiste de la tuberculose, il ne se borna pas à la chirurgie mais s'engagea dans l'action sociale pour changer les conditions de vie où se développait la maladie. Son engagement l'amena jusqu'en Espagne dans la lutte contre le fascisme de Franco. Au début de 1938 on le retrouve en Chine à la tête d'une équipe médicale avec l'armée de Mao. Il mourut en 1939 après avoir contracté une maladie au cours d'une opération d'urgence. (Sydney GORDON et Ted ALLAN: *Le Docteur Bethune*. Éditions l'Étincelle).

travail". Avec des amis, il fera des enquêtes sur les conditions de vie et de santé dans les quartiers ouvriers. Son appartement est un atelier ouvert aux enfants du quartier: un ami peintre y loge et les reçoit.

Lorsque la guerre d'Espagne éclate, on retrouve Léa Roback avec ceux qui travaillent à l'éveil d'une conscience solidaire de la lutte des républicains: "ce peuple écrasé par le fascisme d'Hitler et de Mussolini". En rappelant le fils de Mussolini qui s'extasiait devant "les bombes qui tombaient comme des roses qui s'effeuillent", Léa ne peut réussir à contenir sa révolte. Lorsque Bernanos vient à Montréal pour parler en faveur des républicains, il est impossible de lui trouver une salle: l'archevêché, la haute classe, et même les étudiants de l'université Laval à Montréal sont pour Franco. Il faudra faire une petite réunion clandestine, à la lumière des bougies, dans une salle de l'hôtel Mont-Royal.

Retour à l'organisation syndicale

En 1942, nous retrouvons Léa Roback ouvrière à la compagnie R.C.A. Victor, à St-Henri. Il faudra un an de travail acharné pour créer le syndicat. Mais il faut comprendre, nous dit-elle. Les gens avaient peur: ils sortaient de la crise et, de plus, beaucoup avaient perdu leur travail pour activité syndicale.

Même s'il y avait du travail avec les contrats de guerre, l'exploitation des travailleurs ne régressait pas pour autant. On retrouvait de jeunes québécois sur la chaîne, à .25 cents de l'heure, avec ces "time study men" constamment sur les talons. Tout était minuté à un rythme impossible. "Je prends les nerfs", disaient les ouvriers; et l'infirmière distribuait les pilules. "De vrais colonisateurs qui ne parlent même pas français!" Les travailleurs se crevaient au travail pour leur faire plaisir et donner le rendement qu'ils exigeaient. Mais en retour, pour un retard de cinq minutes, on vous enlevait .15 cents. À 4000 ouvriers, c'était payant.

L'organisation syndicale est très difficile dans ce contexte. Mais Léa Roback n'est pas femme à se décourager. Elle savait se retrouver là où s'exprimait le mécontentement: "Quand les ouvrières allaient aux toilettes et pleurnichaient, je filais avec elles pour essayer de leur faire comprendre. Il y a moyen de s'en sortir, mais pas en pleurnichant. On entre dans le syndicat et on en parle; on dit ce qui ne va pas".

Informers les travailleurs, leur faire comprendre leur situation d'exploitation: c'était un souci constant chez cette organisatrice. Elle arrivait toujours au travail avec sa valise pleine de pamphlets qu'elle prenait bien soin de couvrir avec des "kotex". Aussi les ouvriers et les ouvrières ont bien ri le jour où un gardien s'est aventuré à lui faire ouvrir sa valise.

Des ouvriers courageux

Il nous fallait un homme comme président, et Victor Walker était notre espoir. "Je suis prêt à aider, mais demandez-le à ma femme". Hazel, son épouse, était une petite femme belle comme un cœur, avec leur petite fille de 6 ans, Barbara; elle montait des pièces extraordinaires dans le quartier: "Vous me demandez quelque chose à laquelle je trouve impossible de dire oui. Et je vais vous expliquer: Victor est un gallois. Son père était mineur dans les mines de charbon au pays de Galles, un homme qui comprenait le besoin de syndicats: il fut mis sur la liste noire. Victor entra aux mines à 14 ans, sur la liste noire lui aussi. Ils viennent au Cap-Breton, mais les listes noires suivent aussi.

"Victor et son père l'ignoraient et recommencent à travailler pour les syndicats. Là nous nous marions et Victor trouve de nouveau du travail; mais la liste noire le suit toujours. Nous déménageons à Montréal où mon mari travaille à R.C.A. Victor sur les machines à couper le métal. On vient à peine d'en réchapper, pensez-y!"

Quelques jours plus tard, Hazel nous fait venir: "Je ne peux pas vous dire non. Il faut qu'il soit là". Un autre homme fantastique aussi fut Albert Gauthier. C'est toujours avec chaleur et une grande tendresse que cette femme décidée, Léa Roback, évoque tous ces visages pour nous.

Jusqu'en 1952, le syndicat connaîtra des hauts et des bas. Mais une chose est certaine, avec Léa aucun grief ne traîne et toutes les causes en appel sont gagnées. Les grèves sont évitées par un cheveu: "Je me rappelle cette jeune femme opérée pour une hystérectomie. De retour à l'usine, on lui refuse son travail, sur recommandation du médecin de la compagnie: "Vous ne pourrez jamais reprendre la vitesse nécessaire". Elle trouve vite le chemin du syndicat qu'elle avait soigneusement évité auparavant, sur recommandation de ses parents."

“J’étais alors agent de grief, poursuit Léa, je me présente au docteur Kaufman pour lui poser une seule question: “Est-ce avec ses ovaires, son utérus ou ses mains que l’on fait de la soudure?” Je n’ai jamais eu peur des mots, ils sont dans le dictionnaire et je m’en sers. Aussi le chef du personnel a eu droit au même discours qui l’a d’ailleurs fait rougir et répondre: “Eh bien, pour démontrer que nous sommes des personnes de cœur...” “Ce n’est pas une question de cœur mais de justice, monsieur!”

Mais voyez-vous, de commenter Léa Roback, quand on n’a pas confiance en soi, on ne peut pas se battre pour faire respecter ses droits. Et où vouliez-vous apprendre cela à cette époque?

En cours de route, en 1943, les travailleurs changeront de syndicat. L’exécutif a vite compris qu’on ne gagne pas les patrons “avec la belle grosse voiture rouge”: “Ces gens-là, et il s’en trouvait dans les syndicats, ce sont des gens de bas calibre qui n’ont jamais pris de position. Et dans la vie on ne peut pas toujours hausser les épaules, il faut prendre position. Si nous faisons des erreurs, admettons-le et continuons la lutte”.

Cette année-là, nous adhérons au syndicat U.E.R.M.W.A. qui regroupe les travailleurs en électricité: un syndicat beaucoup plus militant, un vrai support. Mais Duplessis est toujours en place avec sa loi du cadenas. Le mccarthisme fait ses ravages: “Dans nos rangs mêmes, ils achètent des informateurs”. Finalement, Onésime Gagnon, ministre dans le cabinet Duplessis et membre du board promet et obtient, après plusieurs tentatives, de faire décertifier notre syndicat.

Mais nous, on avait gagné le respect des ouvriers, de conclure Léa. Albert Gauthier et Victor Walker perdent leur emploi. Walker fait des ménages. Sa femme nous dit: “Il fallait que Victor vive sa vie comme il l’entendait, et c’était d’aider ses camarades de travail. Albert sera garçon de bar, serveur de restaurant, puis moniteur au Mont-Providence: un homme avec une vraie conscience d’ouvrier: “Il comprenait qu’on est responsable pour son prochain”. Et Albert, et Victor, et combien d’autres...

La solidarité ouvrière

L’organisation syndicale appelle la solidarité avec les autres travailleurs en lutte. À la Dominion Textile, Madeleine Parent et Kent

Rowley faisaient de l'organisation. On les accusait de communisme. "Quand on n'est pas politisé et qu'on ne connaît pas de quelle façon les gens savent vous mêler les esprits, on a peur." Et c'est l'arme favorite des patrons. Nous n'avions pas d'argent à donner à nos camarades, mais par notre présence sur les lignes de piquetage, les ouvriers de St-Henri voulaient les assurer qu'ils n'étaient pas seuls à être exploités chez-nous."

La solidarité ouvrière appelle aussi une action dans la vie quotidienne. "Je me souviens de cette femme qui avait son logement à l'arrière de notre local. Une brave femme, enceinte, et qui souffrait de rhumatisme qui avait affecté son cœur. Son médecin, un ignorant qui me répondait: "Le bon Dieu est là pour y voir". Mais l'accouchement arrive et le médecin n'est pas là, lui. Il me répond au téléphone: "Ce sont des crampes". Mais le bébé vient et cette femme est là, couchée sur des journaux. Je fais bouillir de l'eau en vitesse et y met mes ciseaux. Un militant court chez lui chercher des draps. Mais le bébé meurt, et la maman suivra 6 mois plus tard.

Le pauvre père se sentait très mal, mais il n'avait pas à se sentir coupable: il fallait relever la tête et penser aux deux enfants qui vivaient. Il s'est remarié et a quitté le quartier. "À Beauport, j'avais vu le courage des fermiers. Là, dans toutes ces luttes, j'ai appris à reconnaître le courage des citoyens."

L'organisation syndicale ne peut pas être dissociée de la vie du quartier: "Si on travaille dans un quartier, on en fait partie. Les ouvriers demeurent là, et pas à la Côte-des-Neiges". Lorsque des ouvrières vous disent: "Je ne peux plus venir travailler, le propriétaire refuse de réparer et mon petit garçon s'est fait mordre par un rat". Alors il faut agir. Avec les ouvriers et les ouvrières, on a fait une enquête sur la situation des logements et nous sommes allés la présenter en délégation au maire Camilien Houde. "À part de faire le clown, la tête entre les deux tiges de sa lampe de bureau, il n'offre que des promesses pour endormir les travailleurs. Nous ne verrons aucune réalisation. Les gens devront se débrouiller seuls".

Et Léa Roback de conclure sur l'enrichissement qu'elle a retiré de ses luttes: "La vie de militante, c'est une vie mouvementée, mais heureuse, où l'on apprend l'un de l'autre. Ce que j'ai appris à l'usine, l'université était incapable de l'enseigner: ce sont des réalités qui vous prennent aux entrailles".

Michel Chartrand

et le

respect de la vie des travailleurs

Cet homme trop entier ne distingue pas toujours ce qu'il faudrait distinguer dans l'accomplissement de ce que j'appelle sa mission, sa difficile mission, qui est de déchirer de haut en bas le voile de l'hypocrisie sociale et politique. Clamer des vérités que tout le monde tait plus ou moins. Venger par la parole l'humiliation des faibles. S'attaquer sans répit à de plus puissants que lui, au nom d'une cause. Payer pour cela de sa personne.

Ce pamphlétaire, dont plusieurs ont du mal à saisir l'unité et la vérité du message sous son torrent verbal, il faut savoir entendre ce qu'il dit. Il y a une vérité de paix sous son langage agressif. Il y a une vérité de liberté sous sa parole intransigeante. Il y a une excellente nature sous son verbe offensant. Ce malcommode énorme est un superbe ami de l'humanité, quoiqu'on dise. Il n'a jamais cessé en tout cas de la défendre. Il faut bien en prendre acte.

Pierre VADEBONCOEUR

Revue "Maintenant", octobre 1971, page 288.

Michel Chartrand devient militant syndical

Après mes études au collège Jean-de-Brébeuf, je suis entré à la Trappe d'Oka où j'ai passé deux ans. J'avais alors 18 ans. En revenant dans le monde, j'ai appris mon métier dans l'imprimerie de mon père. J'étais alors membre de l'Union des typographes.

Je faisais tranquillement mon métier lorsque est arrivée la grève d'Asbestos, en 1949. À ce moment, j'avais une belle job dans un beau bureau vitré du plancher au plafond: je travaillais pour une compagnie d'enveloppes. Je pars donc pour Asbestos parler à des gars en grève depuis 3 mois, des pères de famille: c'est pas grave un peu? J'étais parti pour une soirée, je n'avais pas apporté mon pyjama; j'y suis demeuré 15 jours. J'ai fini en prison après qu'on eût bloqué les routes, le 5 mai. Là, mon patron m'a remercié de mes services, parce que ses gros clients s'appelaient le gouvernement du Québec et le gouvernement d'Ottawa.

Alors ma femme m'a dit: "Pourquoi ne vas-tu pas dans le syndicalisme puisque c'est cela que tu aimes?". J'ai commencé dans le mouvement syndical en 1950, pour les employés du vêtement: Victoriaville, Québec, Farnham, St-Tite. C'est comme ça que j'ai appris mon métier. Deux ans plus tard, je suis congédié du syndicat et retourne à mon métier de typographe. C'est Jean Marchand qui m'avait mis dehors; mais un tribunal d'arbitrage dont Pierre Elliot-Trudeau était le président, m'a réintégré dans mes fonctions.

Mais je ne retourne pas à la C.S.N.; je me bâtis une petite imprimerie, une presse, deux presses... Nous avons élevé 7 enfants comme ça. Je n'ai jamais eu de contremaître. Je partageais les salaires entre les ouvriers. Nous avions la meilleure convention à Montréal, ce que les syndicats ne comprenaient pas.

Puis en 1968 un gars est venu me chercher qui s'était fait mettre dehors avec moi sous prétexte que nous étions "les têtes de pont" des unions internationales. Je venais d'acheter pour \$100.000. d'outillage et j'aimais mon métier. Je retournais à 2 conditions: 1 — que je n'aie rien à faire dans les instances de la C.S.N.; 2 — que je n'entende pas parler des turpitudes des unions internationales. On va bâtir des syndicats puis les gars vont se rendre compte si ça a du bon sens ou non.

Ça a marché. J'ai été élu délégué au Conseil central, puis président. Pendant 10 ans nous avons essayé d'assumer les problèmes de la classe ouvrière de Montréal. Mais le Conseil central, ça n'existait pas quand

je suis arrivé: une secrétaire qui ne pouvait que tricoter dans les 3 petits bureaux car elle n'avait même pas de téléphone. Maintenant ils ont un étage complet et 12 à 15 permanents.

À quel type de syndicalisme a adhéré Michel Chartrand?

Un syndicalisme se bâtit à partir des problèmes des gens. À la C.T.C.C., puis à la C.S.N. on est parti de la personne humaine et de la doctrine sociale de l'Église, "floue, imprécise, inutile". Si Galbraith parle des "pouvoirs compensateurs", le pape parlait "d'un pont qui unit le capital et le travail", naïveté encore véhiculée aujourd'hui.

En Amérique du Nord, les syndicats se sont bâtis parce qu'il y avait des travailleurs révoltés. Les unions ouvrières, les plans de pension, ce ne fut jamais des cadeaux des patrons. Ils ont toujours été les fruits des luttes des ouvriers révoltés dans les différents coins des usines, les "wild cat strikes" (grèves sauvages). Les patrons ont concédé: "Si vous voulez être raisonnables, on va vous reconnaître".

Les premiers fonds de pension au Canadien National, en 1911, sont arrivés dans une période où l'économie était en expansion: les ouvriers avaient le choix, ils étaient capables de changer de job. Alors pour garder les gars on leur promettait une montre en or, une pension.

On n'a jamais encore dit tout ce que la révolution en Union Soviétique avait apporté aux travailleurs d'Amérique. Aussi il fallait vite "streamliner" (réglementer) tout ça et entrer dans le modèle. Et c'est de ce syndicalisme domestiqué, que le Québécois, cultivateur arrivant dans une industrie, a hérité. Et ce travailleur québécois, humilié, qui portait le double complexe d'infériorité d'être pauvre depuis 300 ans et de n'être jamais allé à l'école, devait nourrir le notaire, le médecin et le curé parce qu'il était cultivateur. Aujourd'hui, c'est son boss qu'il doit nourrir.

Le syndicalisme fondé dans la province de Québec par Mgr Perrier et l'abbé Groulx au presbytère St-Louis-de-France, avec Alfred Charpentier le commis des jésuites, était un syndicalisme pour empêcher la venue des unions militantes des États-Unis. Alors que le syndicalisme américain était le fait de travailleurs conscients de leur exploitation, comme les employés du vêtement à Montréal (syndicalisme protestant, disait-on), ce syndicalisme catholique était un syndicalisme de boutique. On retrouvait, en effet, dans les statuts de Dupuis et Frères: "Écoutez

vos aumôniers”; et moi, dans mon syndicat des imprimeurs, pas le droit de faire la grève sinon pendant la pause-café, le dîner, tes congés, tes vacances, mais pas pour que ça nuise! Si tu n’as pas le droit d’arrêter de travailler, ça veut dire que tu es conscrit pour le travail.

Empêcher l'arbitraire

Pour moi, la première tâche du syndicalisme est d’empêcher l’arbitraire. C’est d’abord l’éducation des travailleurs: les rendre conscients de la situation d’exploitation dans laquelle ils vivent. Les gars ont réalisé que les patrons sont tous les mêmes et que les boss canadiens-français ne font pas exception.

Le document de la C.S.N. *“Ne comptons que sur nos propres moyens”*, il est né avec les gars de la métallurgie à Arvida. Adrien Plourde, leur président, et vice-président de la C.S.N., voyait les usines se vider et les gars se faire massacrer. “Qu’est-ce qui ne marche pas dans le système?” Mais le malheur pour le mouvement syndical, c’est qu’il est allé voir des intellectuels pour leur en parler au lieu de partir des problèmes des travailleurs et voir avec eux: “Mes petits frères, vous mangez de la merde? Faudrait voir d’où elle vient cette merde-là”.

Le problème des Canadiens-français, qui ne sont jamais allés à l’école, c’est de toujours regarder vers ceux qui y sont allés, même si ces gens-là n’ont rien appris, car le système d’enseignement est contre le peuple, il est la pire source de pollution...

Comment se fait-il qu’un employé d’hôpital qui rentre au travail le matin, n’est pas plus heureux d’aller rendre service au monde, que les employés de municipalités, de gouvernements, ne sont pas heureux alors qu’ils rendent service au public? Ce n’est pas un problème de “j’aime ou j’aime pas”, mais de reconnaître le régime dans lequel on vit: le capitalisme et la maximisation du profit. Les travailleurs sont conscients d’être exploités personnellement et vis-à-vis les services à rendre à la société.

Si les syndicats dans les hôpitaux ont empêché un roulement de main-d’œuvre au-dessus de 60%, ce n’est pas pour l’intérêt de la direction. La direction est là pour la rentabilité, comme dans les entreprises de boulons, d’écrous, de talons de chaussures... Et l’on met sur le même pied les employés d’hôpitaux, des municipalités, ceux de Bell Téléphone (service public dominé par l’entreprise privée et ses profits fabuleux),

avec les employés de n'importe quel aventurier dans le commerce. On met tout ce monde ensemble, comme M. St-Laurent au moment de la fondation du C.T.C. qui disait: "We like buisness". Comme si le but des unions était le même que celui des compagnies.

Depuis 10 ans, au Conseil central de Montréal, nous rappelons sans cesse aux travailleurs qu'ils sont les plus importants, depuis l'enseignant et ceux qui s'occupent de notre corps, jusqu'à ceux qui s'occupent de nos affaires, les employés de la fonction publique. Mais le premier ministre canadien vient de dire que les fonctionnaires sont trop avancés, il prescrit un retour aux règles de la jungle: faire une piastre vite.

Rendre les gens libres

Le syndicalisme se doit aussi de défendre le travailleur non seulement sur les lieux de travail, mais également en dehors de son travail: dans les coopératives, pour qu'il ne se fasse pas voler son augmentation de salaire; dans les municipalités, pour ne pas que les compagnies lui imposent toutes les charges sociales apportées par leur venue (chômage, transport, santé, etc.). Car pour moi, le rôle fondamental du syndicalisme est de rendre les gens libres.

Le syndicalisme américain est devenu une affaire pragmatique, avec une mentalité d'homme d'affaire. Ils veulent bien protéger les travailleurs, mais sans préoccupation sociale, morale, philosophique. Ce sont des conseillers techniques très compétents, connaissant parfois mieux les entreprises que les propriétaires. Mais parlez-leur pas des problèmes scolaires, de logement, de chômage... ce n'est pas leur problème. Leur raisonnement est le suivant: la General Motors est le plus gros employeur, si je lui colle les épaules à terre ça va donner la tendance pour les autres entreprises.

Il faut dire qu'au Québec, sous l'influence de la doctrine sociale de l'Église, les syndicats ont lutté pour l'assurance-santé, les écoles, les droits démocratiques; joints à cela, des éléments nationalistes inspirés de la théorie de l'abbé Groulx, que les forêts et les mines devraient nous appartenir. Mais des capitalistes, qu'ils soient canadiens-français ou américains, c'est toujours la même chose. Même que les entreprises autochtones sont les plus mauvais patrons. Le syndicalisme s'est alors transformé, non sans provoquer des réactions comme à la C.S.D. et à la C.E.Q.: car si les Québécois n'ont plus les mêmes complexes d'être

pauvres et ignorants, ils sont demeurés conservateurs, et les media qui les assaillent quotidiennement les entretiennent ainsi. Par exemple: 60 heures de télévision pour les jeux d'Edmonton, à part toutes les annonces, et seulement 8 minutes pour le congrès de la jeunesse à Cuba, propagande monstrueuse! Qui charrie qui?

Dans le domaine de l'information, c'est la presse capitaliste qui règne. Il n'y a même pas de journal contrôlé par les travailleurs. Le mouvement syndical n'arrive pas à supporter un quotidien. Le mouvement coopératif, qui dépasse les trois quarts de million de dollars par année, ne produit aucun journal convenable, alors qu'en Suède on compte 55 publications ouvrières. Mais il faut défendre le peuple... C'est épouvantable!

Pas d'autre solution que collective

Pour rendre les gens libres, indépendants et conscients, il n'y a pas d'autre solution que collective: la conscience ouvrière. Mais cette solution-là, l'élite, l'Église et les nationalistes inclus, l'ont toujours combattue et continuent de la combattre, y compris les facultés de médecine qui disent que les problèmes de pollution dans une usine en sont un qui relève du travailleur avec son médecin.

Si tu travaillais à St-Hyacinthe, à Coaticook, dans le textile, tu souffrais de byssinose: on disait que tu souffrais de bronchite chronique comme ton père et ta mère qui avaient travaillé là. Tu étais sourd comme ton père qui avait travaillé dans le même moulin à scie. Mais avant que les "professionnels" avouent qu'ils se sont trompés, il va couler de l'eau sous les ponts...

C'est le petit curé, Camillo Torres, mort en Colombie qui avait fait sa sociologie, qui a eu le courage de dire: "En sociologie, j'ai appris que jamais ceux qui ont des privilèges les abandonnent volontairement; il faut que tu leur arraches". Et quand les chiliens ont voulu leur arracher démocratiquement, ils ont eu l'aviation, l'armée et la marine sur la gueule par ceux qui avaient essayé de les affamer pendant 3 ans. Et tous les pays dits civilisés, chrétiens et démocratiques, étaient contre la démocratie au Chili et pour le coup d'état, y compris le Canada qui avait déchiré des papiers du temps d'Allende pour se dépêcher d'investir dans le Chili de Pinochet.

Michel Chartrand, un nationaliste

Libérer l'homme, c'est ici libérer le peuple canadien-français. Moi je n'endure pas les tutelles et ce, depuis l'âge de 13 ans: nager à contre-courant, ça me plaît. Je n'aimais pas marcher sur la même planche pour aller à la Sainte table. Aussi quand quelque chose ne fait pas mon affaire, je cherche pourquoi je suis en désaccord et je suis prêt à me battre. Je ne demande la permission à personne. Même pas devant mon père, à 13 ans, que je respectais par ailleurs, car il avait une ligne de conduite: il n'a jamais plié devant ses boss. J'ai hérité de ça. Il nous a laissés pauvres, mais il était prêt à se battre. Il l'a fait de la façon dont il le pouvait dans ce temps-là, avec 13 enfants et 44 ans à l'emploi du gouvernement.

Si ça m'a conduit en prison, pour moi ce n'est pas plus la perte de sa liberté que de vivre sur la rue Ste-Catherine quand je n'ai pas de liberté.

Notre "héritage culturel"

Moi, je n'aime pas ça quand mes compatriotes se font blesser ou insulter. Mais notre héritage vient de loin. Un canadien-français, ça ne connaît pas la fraternité. Déjà dans sa famille il ne pouvait pas parler: un enfant c'est fait pour être vu et non pas entendu. Le père pouvait être un abruti, un ivrogne: "Tut, tut, tut! Tu dois respect à ton père". À l'école c'était la même chose. On n'a jamais vu quelqu'un se lever à l'église pour dire au curé qu'il était dans les patates quand il parlait de la culture des tomates. Ainsi de suite en politique où tout était cuisiné par les vieux partis.

Et rien n'a changé. Le petit gars au C.E.G.E.P. Maisonneuve me disait: le seul temps pour se parler, c'est quand on va pisser. — "Tu ne t'aperçois pas qu'on est train de t'abrutir?" — "Oui, mais mon diplôme?" — "Tu vas faire quoi avec?" — Et c'est la salle qui lui a répondu: "Chômer!" — On n'est pas sorti du bois.

Je n'ai jamais joué d'autres rôles dans le mouvement syndical que d'être comme un coryphée dans les tragédies grecques: le gars qui est dans le milieu de la place et qui dit tout haut ce que le monde pense. Je disais ce que les gars pensaient, quand même ils étaient 5 ou 5000: pour qu'ils s'aperçoivent *ensemble* qu'ils avaient du bon sens et que

c'était leur raisonnement qui était le bon. Car dans notre société, toute l'élite s'est liguée pour écraser le travailleur. Et surtout on n'a jamais fait de distinction entre l'intelligence, l'instruction et le jugement, dans ce maudit pays.

Lors de la grève à l'université Laval, qui avait duré assez longtemps pour qu'ils se décident à inviter un gars comme Chartrand, j'ai dit aux professeurs: "Je vais prendre n'importe quel homme de métier ordinaire et le mettre à côté d'un élève de 15 ou 16 ans de scolarité et de son professeur. Et je vous dis qu'il y a plus de discipline intellectuelle dans un métier manuel que dans toutes ces années de scolarité. Moi, je crois que la compréhension rentre par les sens: ce n'est pas juste un axiome philosophique".

Il y a un problème dans le monde, c'est le nombril: c'est trivial un nombril, mais c'est individuel et tout passe par là. Quand tu viens au monde, t'as rien dans la tête. C'est une invention des seuls fous, et des jésuites, de penser qu'on est mené par la tête. Ils ont d'ailleurs réussi comme ça à vider le christianisme de sa substance et à promouvoir une civilisation d'égoïstes, d'individualistes. Le code de Napoléon, par exemple, c'est un code de célibataires, contre les femmes, les groupes, la société, alors que l'homme est essentiellement un être social. Et c'est ça, notre "héritage culturel"?

Comment se fait-il qu'aujourd'hui, quand on parle de solidarité, on se fait regarder de travers? Où est-elle la fraternité chrétienne? Le capitalisme serait marginal s'il y avait de la fraternité dans le monde. Au contraire, c'est la rentabilité du capitalisme qui règne. Le père Lebreton dans *"Survie de l'Occident"* affirmait déjà: "Ce matérialisme pratique de l'Occident est pire que le matérialisme philosophique de l'Est".

Michel Chartrand et les luttes syndicales

Vous me demandez quels sont mes principaux chevaux de bataille? C'est à partir du respect des gars, quelle que soit leur lutte, que je choisis de m'engager. En 1956 à Shawinigan, par exemple, la lutte pour le respect du dimanche. Dans les moulins à papier, un règlement interdisait le travail le dimanche. Ce règlement n'était, en pratique, pas respecté et les condamnations, les quelques fois où il y en avait, étaient ridicules. Mais un travailleur québécois ce n'est pas un outil dans les mains de n'importe qui, surtout à même une ressource naturelle payante

comme le papier. Si les curés avaient voulu se solidariser avec les travailleurs... J'avais dit à un curé pendant la grève: "Vous croyez pas ça, vous, que les gars doivent aller à la messe le dimanche et arrêter de travailler: ce ne sont pas des chevaux".

Murdochville, une des plus grandes grèves de la province de Québec: six mois de temps, jour et nuit. Les femmes, après avoir été à la messe le matin, téléphonaient à Monseigneur Poissant pour lui dire de ne pas laisser "maganer" les travailleurs. C'est extraordinaire: le peuple comprenait. C'est ça les grandes batailles.

Asbestos: les travailleurs étaient en train de se faire empoisonner en plus d'être exploités. Les luttes ouvrières au Québec n'ont pas d'abord été pour les salaires: ils n'ont pas d'affaire à tuer des canadiens-français, à tuer des hommes. Au sanatorium de Macamic on rencontrait des gars qui, après 35 ans dans la mine, souffraient de silicose: on leur disait que c'était de la phtisie (tuberculose). C'est qu'il n'y avait pas de compensation pour la tuberculose. Il a fallu attendre jusqu'en 1961.

Les accidents de travail

La route du progrès est pavée de cadavres d'ouvriers que les évêques et les curés n'ont jamais bénis. La cause principale des accidents de travail? C'est l'absence d'apprentissage: ni dans les grosses, ni dans les petites usines. Le gars embarque sur l'ouvrage et si son compagnon veut lui montrer, tant mieux. Sinon, tant pis pour lui.

Dans l'aluminium, le papier, etc.: aucun entretien préventif dans aucune industrie de la province de Québec. Ça fait 10 ans que je répète ça. Les patrons disent: "Chartrand, c'est une maudite grande gueule". Mais ils n'arrivent pas à me contredire.

Aucun gouvernement dans la province de Québec, depuis Bellemare et Barette avant lui, n'a jamais fait respecter aucun règlement ni aucune loi. Et ça dure encore pour le ministre Johnson, médecin et avocat, pour Lévesque, Léger et les autres. Ils ont les dossiers en mains, et même des dossiers du temps des libéraux: on ne pourra pas les accuser d'anti-capitalisme!

Pendant l'enquête Beaudry sur la santé des travailleurs, 5 ingénieurs ont signé qu'il fallait arrêter la production pour dépoussiérer la Québec

Iron and Titanium. La compagnie est attachée à une mine, ils ne pourront pas déménager. Malgré ça, on n'a encore rien fait.

J'ai dit au ministre Marois: on ne demande pas d'inspecteurs ni de nouvelles lois, mais seulement que le gouvernement fasse savoir aux compagnies que le "boss" n'aime pas que les Québécois se fassent tuer. Nous autres, on se charge de nettoyer. Au lieu de ça, ils vont sortir une loi-cadre...

Il n'y a pas de volonté politique de faire respecter l'intégrité physique des travailleurs dans la province de Québec: ni de la part des évêques, ni de la part des notables, ni de la part du gouvernement. Quel espèce de respect peux-tu alors avoir pour ce monde-là?

La sécurité au travail, ce serait la mort des petites et moyennes entreprises (dixit le rapport Beaudry). Alors nos savants étudiants de Laval s'amusent avec de faux dilemmes tels que: un imprimeur doit-il garder une machine qui blesse les gars, ou la remplacer au coût de \$100,000. et être "hors commerce", car le rapport Beaudry l'a dit.

Ce matin-là, avant de rencontrer les étudiants, j'étais allé à Velan: on y fabrique des valves pour l'industrie atomique, avec les aliseuses de \$250,000. à \$300,000. qui avaient tué un gars. C'était de l'électronique. Mais comme l'électronique, quand ça se trompe, tu ne peux la faire répéter, ça ne vaut rien comme protection. Le chef électricien a alors fait une barrière pour couper le courant: 3 ou 4 heures pour le faire, et $\frac{3}{4}$ d'heure pour la corriger, avec un verrou comme sur une porte de cuisine, à la campagne. Ça ne coûte pas \$50. ça, et sur une machine de \$300.000.

Des ignorants, ces gars qui vont à l'école et ne se préoccupent même pas de savoir d'où vient le pain qui est sur leur table, ni comment leur père, leur mère, leurs frères et sœurs gagnent leur vie. Et ce sont des gens en-dessous de \$7,000. par année, la classe ouvrière, qui paient les taxes provinciales, fédérales et municipales pour les garder sur les bancs d'école. Est-ce qu'on peut encore compter sur cette "élite"?

Michel Chartrand et la conscience internationale

Un autre cheval de bataille important pour moi, c'est la solidarité internationale des travailleurs. Et c'est toujours au nom du respect de l'homme: un chinois est aussi important qu'un canadien-français.

Quand j'ai fait des élections en 1958, au Lac-St-Jean, dans la dernière paroisse, celle du St-Cœur-de-Marie, il y avait une femme qui était assise avec un enfant sur les genoux. "Madame, pensez-vous qu'une mère chinoise, communiste, aime autant son enfant que vous aimez le vôtre?" — (silence) — "Je vous le demande, madame". — "Voyons, monsieur, qu'est-ce que vous pensez?" — C'est ça que je comprends comme le socialisme: la fraternité des hommes, l'interdépendance des hommes, leur solidarité.

Est-ce que ce n'est pas aussi le christianisme, la loi de l'humanité, notre nature? Alors, que viennent faire les gens qui ont le droit de s'enrichir n'importe comment, et les gouvernements qui les aident, et les autorités morales qui endurent ça tranquillement et facilement? Il est urgent de démasquer le mensonge organisé, véhiculé dans nos écoles, nos mass media.

En 1972 nous avons fait un congrès, avec des Arabes, des travailleurs des Caraïbes et d'Amérique latine, ce monde qu'on ne connaissait pas et sur lequel on n'a pas cessé de nous tromper. Les Arabes, des barbares? Alors qu'ils ont une civilisation extraordinairement avancée: quand ils disent merci, ils mettent la main sur leur cœur. Mais depuis 1948, les Arabes de Palestine sont jetés hors de chez-eux, leurs territoires volés par Israël avec la complicité de l'impérialisme français, anglais, américain, et de l'Union Soviétique. On n'avait jamais entendu parler de ça. J'ai été humilié comme jamais dans ma vie de m'être fait tromper comme ça!

Dans les Caraïbes, à côté de chez-nous, encore 19 pays coloniaux. On pourrait les aider: ça coûte \$2,000. par an pour aider une organisation ouvrière. Qu'est-ce qu'on fait pour ça au Conseil Mondial du Travail (C.M.T.), qui a juste la hantise de combattre le communisme?

Parler de conscience internationale, on ne peut le faire sans parler du Vietnam. Si beaucoup aspirent à embrasser la Terre Sainte avant de mourir, moi c'est le sol du Vietnam que je voudrais embrasser, ce pays qui a sauvé l'honneur de l'humanité autant que le christianisme. Les Vietnamiens ont montré qu'un homme nu c'est plus fort qu'un char d'assault. Ils ont résisté à ce qu'il y avait de plus puissant dans l'histoire de l'humanité, par la seule force morale. C'est très sérieux: avoir démontré au monde entier que des gens peuvent encore avoir de la force morale. Et c'est ça le syndicalisme, avant tout.

Aller sur le plan international, c'est aussi une "idée égoïste". Quand on aura montré à des travailleurs que le capitalisme, ça massacre du monde et que ça les pleume, alors ils vont peut-être faire des liens avec leur propre exploitation.

Regardez au Saguenay-Lac-St-Jean, une population fière qui est maintenant à 50-60% de chômage. En 1958, je disais aux travailleurs de l'aluminium: la compagnie peut mettre la clef dans la porte demain matin et il n'y a pas de loi qui vous protège. On me répondait: "Michel, t'exagère". Aujourd'hui les compagnies sautent non seulement les barrières des provinces, mais des pays aussi.

Je prends un exemple. L'Aluminium du Québec allait chercher son fluor à St-Laurence, Terre-Neuve, affiliée à la C.S.N. Il y a dans le village 200 veuves sur 1000 de population. Le fluor, ça tue: on appelle ça "the widow sickness" (la maladie qui fait les veuves). Les gars ont fait une grève: 7 mois durant, on les a supportés. Puis, sans nous en parler, un arrangement se fait avec le ministre et la compagnie va chercher son fluor à San-Luis de Potosi, dans la banlieue de Mexico. Alors j'ai tout de suite averti un gars de Cuba, de passage chez-nous, qui s'occupe d'un genre d'internationale ouvrière des Caraïbes et d'Amérique latine: "Tu vas avertir les gars de San-Luis de Potosi que, s'ils ne prennent pas les précautions nécessaires, ils vont mourir comme des mouches". Il faut faire ça à la surface du globe.

Prenez le polyvynil de chlorure. Goodrich commandait une recherche en Italie et un médecin italien dévoilait alors les très hauts taux de concentration dans les 6 usines. Mais la compagnie tient la recherche cachée. C'est Nader qui les a forcés à la rendre publique. Déjà en 1956, les gars de Canadian Resin à Shawinigan en crevaient.

En Angleterre, on sait depuis 1902 que l'amiante tue. Il faut mettre un couvercle là-dessus. Même si tu peux l'extraire sans danger, c'est à l'autre bout que c'est dangereux. Et le gouvernement du Québec ne nous a pas prouvé qu'il l'extrairait sans danger: c'est \$400,000,000. frais dans ses poches. Comme le poisson empoisonné au mercure: le ministre Leblanc, canadien-français catholique à Ottawa, en vend n'importe où dans le monde mais il nous défend d'en manger. Et le ministre québécois de même.

Le respect de la vie, le respect des hommes, ça n'existe pas dans un régime capitaliste, ni dans les sociétés occidentales dites civilisées

et chrétiennes, pas plus qu'à Soweto en Afrique du Sud, à Seveso en Italie. C'est comme ça chez-nous, à la grandeur de la province. Ça marche parce que pas une compagnie n'observe les normes de sécurité.

C'est pourquoi, avec la C.I.S.O., je travaille à l'organisation d'un congrès dont l'objectif est de mettre sur pied une banque d'informations dans le monde entier sur les maladies industrielles et les accidents de travail. Pas un congrès de savants, mais avec des gars qui connaissent les problèmes et des représentants ouvriers qui se transmettront les informations. On ne tient pas à doubler le Bureau International du Travail.

Michel Chartrand et le rôle de l'Église

Vous me demandez quel rôle l'Église a joué dans l'histoire du monde ouvrier québécois? C'est un rôle bien ambigu! Comme dit Racine au sujet de Louis XIV: "Il a fait trop de bien pour que j'en dise du mal, et trop de mal pour que j'en dise du bien".

Ils ont tous le respect de la vie... des foetus. Mais les ouvriers qui se font tuer quotidiennement, scientifiquement, systématiquement, tu n'as jamais entendu parler de ça par ce monde-là, ni par les gouvernements. Alors, c'est quoi le problème du monde: la naissance ou la conscience des enfants?

Les catholiques ont organisé des syndicats, mais tout de travers: prétendre organiser les travailleurs sans se défendre contre l'oppression, c'est de la folie furieuse. Manger à la même table que le patron: folie furieuse. Pas question de convaincre un patron, il marche par intérêt: c'est l'essence même du capitalisme que de maximiser le profit. Et l'essence du fascisme: dominer le pouvoir politique pour faire des lois afin d'avoir des concessions de ressources naturelles, des concessions fiscales. C'est dans les journaux tous les jours.

Aussi, il faut faire attention pour ne pas mettre au seul crédit de l'Église catholique des réalisations nées d'abord chez les travailleurs. Les coopératives, par exemple, ce sont les ouvriers qui les ont fondées en 1848, et pas d'abord les évêques du Québec. Ainsi de suite pour beaucoup d'affaires qui étaient du domaine de l'humanité. Les marxistes aussi se sont battus pour la justice et continuent de le faire.

L'avenir de l'Église

Si le syndicalisme est une entreprise de service, le christianisme devrait en être une de fraternité. Or l'Église a perdu le sens de la fraternité et s'est institutionnalisée avec l'Empire romain; depuis ce temps, elle n'a jamais réussi à s'en sortir. Il lui faudra aujourd'hui rentrer dans le maquis et attendre qu'on l'appelle.

Quand on est une force morale, il faut attendre que les gens nous invitent. La dernière lettre des évêques sur le chômeur, c'est épeurant: vouloir changer le cœur de l'ouvrier en même temps que le cœur du patron. Comme si tous les deux avaient le même cœur: l'exploiteur et l'exploité.

Quand j'ai vu des catholiques s'énervier parce que des prêtres s'en allaient dans des usines, j'ai dit: "mes petits garçons, vous êtes en train de faire la preuve que vous êtes en dehors du monde". De même quand ils ne veulent pas que Chartrand parle dans les C.E.G.E.P. Les enfants sont rendus à 16 et 18 ans: s'ils n'ont pas assez d'esprit critique pour savoir que le "fou" dit des sottises, ils ont perdu leur temps toute leur vie sur les bancs de l'école.

Si un prêtre ne peut pas aller travailler en usine parce qu'il y a danger d'être contaminé par la classe ouvrière... et bien, moi je comprends autrement l'Évangile. Quand il dit de "ne pas être du monde", il veut dire de ne pas être pris dans l'ambiance du monde. Car le véritable enjeu d'une spiritualité laïque, ce n'est pas de se rattacher à une famille de moines avec leur église.

La vraie question c'est de passer à travers le matérialisme, et cela c'est bien plus compliqué. Pour échapper au matérialisme, il faut développer une conscience ouvrière. Dire aux gars: "tu peux l'avoir ton char de l'année si tu veux, mais à condition que tu ne sois pas esclave de la finance, de ton boss, que tu sois capable d'arrêter de travailler quand il va vouloir t'écoeurer." Être capable de choisir la liberté ou l'esclavage.

Cette libération, elle ne peut être obtenue autrement que collectivement. Elle est enracinée dans le terreau de la solidarité, en se rappelant sans cesse que le capitalisme est pourri dans son cœur. En se mettant au service du profit et de la rentabilité, il ne pourra toujours que maquiller et domestiquer le rêve de la fraternité, le christianisme de l'Évangile.

Témoignage

Vie et travail en quartier populaire

Rosaire TREMBLAY

Le 16 mars dernier, Rosaire Tremblay mourait du cancer à l'âge de 41 ans.

Ordonné en 1967, il choisissait l'année suivante d'aller vivre dans le quartier Saint-Henri puis d'entrer en usine comme prêtre-ouvrier. La foule imposante qui s'est rassemblée dans la petite église Saint-Henri, le soir du 20 mars, a voulu authentifier le témoignage qu'elle avait reçu de lui et confirmer le choix qu'il avait fait de rendre l'Évangile aux pauvres et aux travailleurs.

Depuis juillet 1968, je réside dans un quartier ouvrier du sud-ouest de Montréal. Avec trois autres jésuites, j'ai répondu à l'appel d'un confrère qui y habitait depuis quelques années et qui devait le quitter pour faire son Troisième An. Durant les quatre premières années, tout en travaillant en pastorale dans un centre d'accueil pour mères célibataires, je me suis familiarisé avec le quartier en étant attentif à tout ce qui s'y vivait et en prenant quelques engagements discrets avec des groupes de jeunes et d'adultes du milieu. En 1972, pour pousser plus loin mon enracinement et partager la vie ouvrière de façon plus complète, j'ai décidé de quitter le centre d'accueil et d'aller travailler dans une manufacture de literie et meubles. J'y ai travaillé jusqu'à l'an dernier. Ayant été contraint par la maladie de quitter mon travail, j'en profite pour élargir mes connaissances en suivant des cours au Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier à Montréal.

Le choix

Ce qui m'a amené à ce type d'insertion, c'est la vie. En philo, j'ai été sensibilisé pour la première fois aux quartiers moins favorisés par des visites que nous faisions au nom de la Croisade Eucharistique dans les écoles primaires des quartiers ouvriers de Montréal. J'avais découvert que la misère existait de l'autre côté de la clôture et que nous, au scolasticat, pouvions l'ignorer et ne pas nous préoccuper du fait que des centaines de jeunes vivaient dans un milieu nettement défavorable à leur épanouissement. En deuxième et troisième années de théologie, grâce à Jacques Couture qui résidait alors à Saint-Henri, j'ai repris contact avec l'un de ces quartiers. Peu de temps avant mon ordination, un confrère m'a présenté au Centre Rosalie-Jetté pour la prise en charge de la pastorale des mères célibataires. À la fin de ma théologie, le centre m'a demandé de continuer. J'ai dû défendre mon point de vue auprès de mon Provincial qui voulait m'envoyer en pastorale dans un de nos collèges. L'argument que je lui ai donné était que le milieu où je désirais travailler était vraiment défavorisé en comparaison avec celui du collège où l'on trouvait une trentaine de prêtres à ce moment-là.

De plus, avec d'autres confrères, nous avons élaboré un projet de résidence en milieu populaire, milieu d'où venaient la plupart des filles que je rencontrais dans cinq pavillons du Centre Rosalie-Jetté. Après un long discernement, le Provincial m'a accordé la permission. C'était le matin de la Pentecôte.

Même s'il est difficile de prévoir ce que je serais devenu si j'avais fait une autre option, je suis persuadé que mon engagement auprès des mères célibataires, la résidence en quartier ouvrier et le travail en usine ont été des engagements déterminants pour ma vie religieuse comme jésuite. En me rapprochant de la vie simple et limpide qui est celle des milieux populaires, je me suis rapproché de l'Évangile. Le principal fruit a été de me sentir de plus en plus en accord avec mon engagement fondamental à la suite de Jésus, solidaire de ceux que le monde considère comme "petits". J'y ai trouvé et j'y trouve encore beaucoup de joie profonde, de paix intérieure, d'énergie pour participer à la construction du Royaume.

J'étais heureux de présenter aux ouvriers de mon milieu un autre visage de l'Église et de la Compagnie que celui de la grandeur, du savoir, du pouvoir et de l'avoir. En vivant le plus simplement, avec et proche, je me sentais converti peu à peu à la vie sans artifice, aux va-

leurs évangéliques, à l'Esprit. Une grande simplification s'est opérée dans ma manière de vivre et de penser, un dépouillement d'un lourd héritage religieux et clérical s'est effectué peu à peu au profit d'une vie de foi retrouvée dans ses éléments, les plus vrais et les plus dynamisants.

Le défi

Les inconvénients que j'y ai rencontrés viennent surtout du fait que je n'avais pas été préparé à partager la vie ouvrière et à vivre de près les injustices dont sont victimes les travailleurs et leurs familles. Ils viennent aussi du fait que j'appartiens à une communauté qui a travaillé de préférence avec les élites bourgeoises et qui est complètement étrangère au monde ouvrier et à la culture populaire. Au début, mon engagement pour le monde ouvrier et les plus défavorisés m'a marginalisé par rapport aux autres jésuites de la Province. Heureusement, j'ai continué à demeurer en lien avec mes confrères. L'amitié qui me rattachait à plusieurs d'entre eux m'a permis de communiquer progressivement mes expériences et mes découvertes et de faire accepter le bien fondé de certaines critiques à l'égard de l'Église et de la Compagnie que ma solidarité avec le monde ouvrier me faisait émettre. De sorte que plusieurs confrères sont venus nous rejoindre et que d'autres ont accepté de se laisser interpeller par notre engagement; je sens aujourd'hui une meilleure compréhension et un appui certain de la part de nombreux confrères.

Le danger de détérioration de la vie spirituelle et du dynamisme apostolique, et le manque d'intégration de ces deux éléments, danger auquel fait allusion le Père Général, me paraît réel; mais pas plus grand que dans un autre type d'engagement où les cadres traditionnels n'existent plus. Personnellement, trois facteurs principaux m'ont aidé à demeurer attentif et vigilant.

— *Premièrement, ma formation spirituelle familiale.* De milieu ouvrier, j'ai hérité, sans trop m'en rendre compte, de la simplicité et du gros bon sens de la spiritualité chrétienne de mes parents, spiritualité faite à la fois de temps forts et de prière diffuse tout au long de la vie quotidienne.

— *Deuxièmement, mon Troisième An.* Celui-ci m'a permis de faire le point et de retrouver mes dynamismes spirituels et apostoliques propres à travers la pratique des Exercices dans la vie courante.

— *Troisièmement, mes activités pastorales et d'accompagnement spirituel.* Au tout début surtout de mon travail en usine, ces activités m'ont fait vivre. Debout devant ma machine, je révisais celle réalisée la veille, je prévoyais celle de la soirée et je priais là-dessus.

Ces trois facteurs m'ont aidé à développer un réflexe de prière à même la vie, et Dieu sait si la vie nous invite à lui parler ou à nous mettre à son écoute. De plus, j'ai toujours tenu à me libérer assez régulièrement pour me reposer dans la nature, faire le point, lire un peu, prier plus longuement, visiter des parents, des confrères, des amis.

La communauté locale a également été un soutien. Même dans les moments les plus difficiles, nous n'avons jamais abandonné notre recherche de ressourcement et d'expression de notre foi. Nous avons été amenés à préciser un style de résidence adapté à notre vie en quartier et à nos engagements: répartis en trois logements différents, nous sommes six jésuites et nous nous rencontrons chaque semaine pour le souper et la réflexion, tout en nous voisinant. Nous avons caisse commune pour les revenus et chaque logement reçoit une allocation mensuelle pour les dépenses courantes. Notre vie de communauté a toujours représenté et représente encore pour moi un facteur important d'équilibre et d'intégration. Par les rencontres fraternelles, les échanges, la confrontation, la prière, la communauté est pour moi et pour les autres un lieu privilégié de relativisation et de cohésion des différents pôles de notre engagement.

La communauté est devenue aussi le lieu le plus approprié du discernement. À venir jusqu'à mon Troisième An, je faisais ce discernement avec un directeur spirituel. Depuis que la communauté est plus consistante et que nous sommes plus ouverts les uns envers les autres, je préfère chercher et trouver avec elle la volonté de Dieu sur ma vie et mes engagements. Ce qui n'exclut pas une ouverture sincère et réelle avec mes supérieurs comme complément à ce discernement. Cette préférence vient de la difficulté pour quelqu'un qui ne vit pas dans le milieu ouvrier — c'est le cas de nos supérieurs provinciaux — de comprendre notre situation et de nous apporter les lumières opportunes. Cette coupure de nos supérieurs des milieux ouvriers est un réel obstacle pour le discernement. Ce qui pourrait aider, c'est que l'équipe provinciale soit formée de personnes résidant un peu partout et insérées à la fois dans les quartiers ouvriers et dans les quartiers bourgeois (parce que la plupart des confrères jésuites de notre Province sont encore dans ces milieux).

Rosaire Tremblay, ouvrier et prêtre

Ugo BENFANTE

Il y a une semaine, un de mes amis rencontrait Rosaire et lui demandait ce qu'il avait trouvé le plus dur durant sa maladie, et Rosaire de lui répondre: "c'est le matin où j'ai dû me présenter à l'usine pour leur dire que je n'irais plus travailler."

Derrière cette réponse de Rosaire, il y a tout ce qu'il a voulu être, toute la raison d'être de sa vie. Vous tous, les travailleurs et travailleuses qui êtes ici ce soir, vous savez qu'il n'y a rien de bien drôle à travailler sur la production dans une usine. Poinçonner sa carte tous les matins et tous les soirs, c'est monotone et fatigant.

Si Rosaire s'est retrouvé en usine un jour, c'est par fidélité à celui qui l'avait rencontré à une étape de sa vie, Jésus-Christ. Rosaire y croyait beaucoup à son Sacerdoce, mais pas n'importe quel sacerdoce. Un Sacerdoce fidèle à Jésus-Christ et à son Évangile:

"L'Esprit du Seigneur est sur moi
Il m'a choisi pour apporter la Bonne Nouvelle
aux pauvres.
Il m'a envoyé pour proclamer la délivrance aux
prisonniers
Et le don de la vue aux aveugles;
Pour libérer les hommes maltraités,
Pour annoncer l'année où se manifestera la
faveur du Seigneur."

Rosaire avait beaucoup réfléchi et prié à partir de l'évangile. C'était un homme de prière et profondément évangélique. Cette réflexion et

cette prière, il fallait qu'il la vive et la nourrisse en partageant sa vie avec les petits et les humbles: "*La Bonne Nouvelle est annoncée aux pauvres*".

C'est ainsi qu'il est venu vivre dans le quartier de St-Henri. Sa maison était ouverte à tout le monde. Il était rare de ne pas trouver quelqu'un chez lui lorsqu'on allait le voir. Ses voisins, ses amis avaient hâte de le voir revenir. Dès qu'il montait les marches de l'escalier, un enfant ou quelqu'un d'autre se précipitait chez lui. C'est un homme qui a su écouter beaucoup. C'est à partir de ce quotidien vécu parmi les travailleurs que Rosaire a découvert la condition ouvrière avec toutes ses richesses et ses misères.

Rosaire avait pris conscience petit à petit à quel point la vie de travail marquait la condition ouvrière. C'est ainsi qu'un jour, il a décidé d'entrer sur le marché du travail où, pendant plus de trois ans, jour après jour, il a encore mieux compris ce que signifiait cette parole de l'évangile:

"il m'a envoyé pour proclamer la délivrance aux
prisonniers...
pour libérer les hommes maltraités..."

Par son travail, Rosaire était heureux de pouvoir retrouver ses origines familiales car il venait d'une famille ouvrière. Il n'en revenait pas de constater le fossé qui s'était créé entre sa formation au Sacerdoce et son milieu d'origine. Il était profondément heureux d'avoir pu se retrouver à partir de son milieu de travail comme l'un des siens.

Rosaire, à l'usine, était très apprécié. Cela faisait deux ans qu'il avait quitté l'usine à cause de sa maladie et, pourtant, il n'y avait pas une semaine où quelqu'un ne demandait pas des nouvelles de sa santé. Rosaire, à l'usine, était un gars sur lequel on pouvait compter. Il était délégué de son département. Au moment de la dernière grève, on lui avait demandé de dessiner un macaron. Sur ce macaron, on retrouvait les mots suivants: travailleurs, travailleuses de Simmons, SOLIDARITÉ, JUSTICE.

Sous des apparences douces et calmes, Rosaire était un gars profondément engagé et tenace, mais très respectueux des cheminements des uns et des autres. Comme pour lui, d'ailleurs, il avait compris que c'est petit à petit, à travers les luttes, que se forge une conscience ouvrière. Tous les macarons qui sont ici et que Rosaire a portés, manifestent son grand souci de participation au mouvement ouvrier à travers ses luttes.

On retrouvait Rosaire aux manifestations du 1er mai, de la United Aircraft et bien d'autres...

Cette solidarité avec le mouvement ouvrier dépassait largement son usine, son quartier, sa province. Il était très sensible aux événements d'Amérique du Sud et spécialement du Chili: son accueil aux réfugiés chiliens en témoigne.

Cette solidarité avec le monde ouvrier, il l'a vécue jusqu'au bout, jusque dans sa façon de supporter la souffrance physique et morale durant les derniers mois de sa maladie. Tous ceux qui ont rencontré Rosaire ces derniers temps, étaient frappés de voir avec quel calme et quelle sérénité il vivait ce dur événement de sa vie. S'il a été capable de le vivre de cette façon, c'était à cause de la grande solidarité qu'il avait vécue et qu'il voulait continuer à vivre quotidiennement avec les travailleurs. Sa réflexion et sa prière avec les petits et les humbles lui avait permis de comprendre que la rédemption, la libération des pauvres passe inévitablement par la souffrance.

Un mois avant de mourir, lorsque j'ai rencontré Rosaire, il me disait: "Pâques est de bonne heure cette année; pour moi, je ferai peut-être mes pâques de l'autre côté". Oui, Rosaire, ce soir réalise pleinement sa Pâques, et pour nous il est résurrection, il est vivant.

Notre fête de Pâques, cette année, sera marquée par ce qu'a été Rosaire pour chacun d'entre nous. Rosaire, ce soir, est véritablement vivant pour ceux qui croient que cela vaut vraiment la peine de croire en Jésus-Christ; pour ceux qui croient que réfléchir et prier à partir de l'Évangile, cela peut épanouir toute une vie et lui donner un sens.

Pour l'équipe de prêtres au travail de Montréal et Québec, le départ de Rosaire est l'assurance que nous avons notre place sur le marché du travail et dans l'Église du Québec.

Pour l'Église tout entière, prêtres, laïcs, religieux, Rosaire est le vivant témoin que l'Évangélisation, l'annonce de la Bonne Nouvelle passe par la libération des opprimés, des exploités, des pauvres de ce monde.

Avant de terminer, en communion avec Rosaire, nous pouvons avec lui réfléchir et méditer sur ces paroles de l'Évangile:

"Heureux ceux qui se savent pauvres en eux-mêmes,
car le Royaume des Cieux est à eux".

La vie qui vient de la marge

Réflexion sur l'expérience des militants

Guy MÉNARD

Vie Ouvrière consacre le présent dossier à une biographie de trois militants du mouvement ouvrier chez-nous. Plusieurs lecteurs, sans être nécessairement surpris, auront malgré tout été frappés en voyant se dégager une *constante* de ces trois vies bien remplies: toutes trois, en effet, ont connu plus que leur part d'opposition, de rejet, de "mise en marge" et même de persécution. Coïncidence? Non, évidemment. Tel paraît bien être, en vérité le "coût" de l'engagement, la "rançon" de la militance. Et cela, les militants (qu'ils soient chrétiens ou non) en font très vite l'expérience: ils sont "regardés de travers", passent pour de "dangereux mécontents" qui veulent tout chambarder. On essaiera probablement de les faire "revenir à la raison" en leur expliquant qu'ils sont "dans les nuages", ou même en les "achetant" (il y a bien des manières de le faire!) Ou, si cela ne marche pas encore, en leur faisant peur: en les menaçant de perdre leur job, de se faire casser les jambes ou de se faire mettre en prison. (Et l'on sait que dans certaines situations cela peut aller jusqu'à l'élimination physique, purement et simplement. Des milliers de militants latino-américains, entre autres, ont connu un tel sort au cours des dernières années).

Militance et marginalité

Mais il y a pourtant une façon encore plus efficace (et beaucoup plus "propre"!) de se débarrasser des "trouble-fête" qui veulent "changer la société" et qui ne se tiennent pas sagement à leur place, "dans

le rang": c'est de les discréditer auprès de l'opinion générale, et spécialement auprès de ceux dont ils veulent être solidaires. "Les syndicats sont vos pires ennemis!" essaie-t-on de faire croire aux petits salariés non organisés. "Les postiers veulent faire la grève? Ils vont vous priver de vos chèques de pension de vieillesse!", assure-t-on à bien des personnes âgées terrifiées. Et combien de fois n'a-t-on pas entendu, en particulier lors du dernier Front Commun, tel homme politique, tel éditorialiste ou même tel évêque porter le jugement suivant: "Ce sont les militants syndicaux qui, par leurs "manœuvres" et leurs "harcèlements", menacent la santé des malades hospitalisés ou l'année scolaire des enfants". Comme si ces militants n'avaient pas, eux aussi, des vieux parents attendant leur chèque de pension, des enfants à l'école, des proches à l'hôpital! Enfin, ce discrédit s'accompagne plus souvent qu'autrement d'une *marginalisation* qui présente les militants engagés comme une minorité insignifiante, une petite gang d'"excités", de "pelleteux de nuages", une "poignée de communistes"...

Marginaux dans l'Église

Les militants chrétiens ne sont évidemment pas les seuls à connaître fréquemment cette expérience éprouvante. Ceux-ci doivent cependant subir très souvent une situation de ce genre au sein même de la communauté chrétienne à laquelle ils appartiennent, l'Église. On les accuse d'être de mauvais chrétiens, des contestataires, de ne pas aimer l'Église. Mais c'est souvent encore plus subtil. On sait que plusieurs militants se sentent peu à l'aise dans les "lieux officiels" de l'Église (la paroisse, par exemple) comme dans son "discours officiel". Aussi plusieurs veulent-ils se donner eux-mêmes de nouveaux "lieux" où ils peuvent réfléchir et célébrer ensemble leur engagement et leur foi en tenant compte de leur militance. Ce faisant, pourtant, ils deviennent encore, aux yeux de bien des secteurs de l'"Église officielle", des "marginaux", des "distants".

Mais que signifie donc la "marginalité"?

De plus en plus de militants, pourtant, réagissent vigoureusement à une telle situation. Ils n'acceptent plus de se laisser ainsi mettre en

marge, traiter comme une minorité insignifiante, excitée ou dangereuse. Ils en viennent à mettre en question cette vision même de la *marginalité*. Marginaliser, mettre en marge. Une *marge*, on le sait, c'est l'espace blanc qui encadre un texte, une page écrite. C'est, quand on y pense, l'espace réservé (par ceux qui ont le droit d'écrire "dans la page") à ceux qui n'ont le droit que de lire en silence, de se taire et de faire "comme il est écrit". C'est l'endroit où l'on renvoie ceux qui ne veulent pas se conformer à ce qui est écrit "dans la page". Ceux-là — les "marginaux" — ne peuvent évidemment qu'être un peu "dérangés", bizarres. On s'en moque ou on s'en méfie. On les met de côté, dans la marge, comme si, au fond, ils n'étaient qu'une petite minorité qu'il ne faut pas prendre très au sérieux, l'exception qui confirme la règle, quoi!

Et pourtant, ces militants qui font l'expérience d'être ainsi marginalisés se rendent compte assez vite qu'il y a pas mal de monde "dans la marge"... À vrai dire, pas mal plus de monde que dans la page écrite! La véritable minorité, c'est bien plutôt celle qui a le pouvoir de parler, d'écrire, d'imposer ce qu'elle veut: *d'écrire dans la page*. Les autres n'ont qu'à lire et à suivre... Les autres, c'est-à-dire ces militants du monde ouvrier qui se battent pour transformer les conditions sociales; mais c'est aussi les femmes, qui sont encore si largement traitées comme inférieures dans notre société; les jeunes, pour qui le seul moyen de s'exprimer est souvent la révolte ou le vandalisme; les minorités ethniques, culturelles, homosexuelles, parce qu'elles ne sont pas "comme tout le monde"; les personnes âgées qu'on renvoie si souvent "aux marges" de la société, dans des foyers de vieillards isolés "pour qu'ils ne soient plus dans nos jambes"; les détenus que l'on enferme, et qui encore?... Une drôle de minorité! Une minorité qui ressemble drôlement à une majorité! Pas étonnant dès lors que les forces sociales dominantes insistent tant pour marginaliser ceux et celles qui les contestent: si ceux-là réussissaient à se faire entendre, ils finiraient peut-être par montrer que la véritable minorité dangereuse, c'est bien celle du pouvoir — qu'il soit économique, politique, idéologique... ou religieux.

La marginalité dans l'histoire chrétienne

Parmi les militants chrétiens, plusieurs ont voulu approfondir la question de leur foi et de leur engagement à la suite de l'Évangile.

Pour ce faire, plusieurs ont creusé non seulement le message évangélique lui-même mais également l'histoire des hommes et des femmes qui, depuis des siècles, ont essayé d'en vivre. Et plusieurs ont été frappés de voir se dégager une constante drôlement proche de leur propre expérience. De tous temps en effet ceux qui ont voulu vivre un authentique engagement au service de Dieu et de leurs frères ont fait cette expérience d'être plus ou moins rejetés, considérés comme de dangereux "extrémistes", *mis en marge* (excommuniés!) Tel était déjà, dans l'Ancien Testament, le sort de bien des prophètes: peu d'entre eux sont morts dans leur lit! Ça se comprend: les autorités de leur temps, qu'elles soient civiles ou religieuses, prétendaient être les représentants officiels de Dieu, les interprètes de sa volonté. Aussi n'aimaient-elles pas tellement se faire rappeler par les prophètes, un certain nombre de "vérités": que Dieu ne tolère pas une société où certains sont dans l'abondance alors que la majorité a du mal à "joindre les deux bouts"; qu'il est écœuré¹ par une situation où l'on croit pouvoir remplacer la justice par des jeûnes, des prières ou des cérémonies religieuses...

Au temps où les Hébreux étaient esclaves en Égypte, Moïse lui-même, avant de devenir le leader de son peuple, avait fait l'expérience du rejet et de la "mise en marge": ses propres compatriotes se méfièrent et se détournèrent de lui après qu'il eut tué un Égyptien qui battait un travailleur hébreu...

Mais on pourrait également multiplier les exemples un peu plus près de nous, dans l'histoire de l'Église. On sait qu'Ignace de Loyola, par exemple, fondateur des Jésuites, passa longtemps aux yeux des autorités religieuses pour un "original" plus ou moins dangereux. Et François d'Assise fut renvoyé de la communauté qu'il avait lui-même établie. Thomas d'Aquin, dont la pensée finit par marquer l'Église pendant de longs siècles, dut en son temps se battre pour faire une théologie nouvelle, plus adaptée à son époque. La même chose arrive aujourd'hui encore à bien des chrétiens engagés et militants qui veulent redire leur foi avec des mots et des gestes nouveaux. Et de même qu'au Moyen Âge on traitait d'"hérétiques" ces paysans qui exigeaient plus de justice au nom de l'Évangile, de même on suspecte et on marginalise aujourd'hui bien des militants du monde ouvrier qui s'engagent politiquement à construire une société qui ressemblera un peu plus au "Royaume de Dieu".

¹ Le mot est fort mais il est dans la Bible!

Mais, quand on y pense, tout cela ne devrait pas tellement nous surprendre. N'est-ce pas ce qui est arrivé à Jésus lui-même? Les "bonnes âmes" de son temps lui reprochaient précisément de se tenir avec les "marginaux" de son temps. Ceux qui avaient le droit d'"écrire dans la page" ont mis en marge ce Jésus qui avait quelque chose de nouveau à dire, quelque chose qui ne "cadrerait" pas tout à fait avec la "page officielle". Le fait est que le Dieu auquel Jésus croyait "avait un faible" pour tous ces "marginaux" (cette drôle de minorité qui ressemble drôlement à une majorité...). Jésus lui-même choisit une existence qui le condamnait inévitablement "à la marge". Ce Jésus pourtant, par ses paroles et par ses gestes, n'a pas cessé de proclamer que la vie de la marge, cette vie qui seule peut faire éclater la marge étouffante dans laquelle une minorité dominante enferme la majorité des hommes et des femmes. Mais Jésus ne se faisait pas d'illusions: il savait ce qui l'attendait. Et il ne s'est pas gêné pour "engueuler" vigoureusement les "gens respectables" de son temps: "Vous tuez les prophètes et après, vous leur élevez hypocritement des monuments!" (Voir Matthieu 5: 12; 23: 29-38). Les choses ont-elles beaucoup changé aujourd'hui?

* * *

Tout au long de l'histoire chrétienne, nombreux sont ceux et celles qui, à la suite de Jésus, ont fait dans leur vie une expérience assez semblable parce qu'ils ont voulu dire les mêmes vérités, témoigner de la *même vérité*: même condamnés à la marge, la vie ne se laisse pas enfermer dans la marge et finit par faire éclater celle-ci. Cette vérité, la vie des trois militants que présente ce dossier en témoigne avec éloquence. Il en est de même de l'existence plus anonyme de tous ceux et celles qui, à leur manière, et malgré les difficultés que cela comporte, ont fait un choix semblable.

Lettre ouverte aux Latino-américains

La tenue de la III^e Conférence générale de l'Épiscopat latino-américain, prévue pour octobre 1978 à Puebla au Mexique, constitue un événement très significatif pour le mouvement de masses en Amérique latine. En premier lieu, parce que la controverse à l'intérieur de l'Église catholique latino-américaine ne se limite pas à l'institution religieuse, elle fait partie d'un conflit politique généralisé. En second lieu, dans la mesure où les résolutions de la Conférence peuvent influencer de manière décisive sur la consolidation idéologique des projets actuels des classes dominantes latino-américaines et du "trilatéralisme". C'est pourquoi les militants chrétiens du Québec veulent exprimer leur solidarité avec leurs frères d'Amérique latine.

Montréal, le 10 septembre 1978

Chers sœurs et frères,

En tant que membres de communautés chrétiennes du Québec ou missionnaires québécois à l'étranger, nous ne pouvons pas nous taire pendant que nos frères et sœurs d'Amérique latine traversent une nuit sombre d'oppression, de faim et d'exil. En même temps, l'esprit indomptable du peuple (pueblo) d'Amérique latine nous demande d'exprimer nos espoirs à la veille de la Conférence Épiscopale latino-américaine de Puebla.

Notre préoccupation

Vous, nos voisins, avez crié vers nous. Dans les lettres personnelles, dans des articles de journaux en Amérique latine, par le témoignage de ceux qui se sont réfugiés dans notre pays, spécialement quand vous nous avez parlé si vaillamment de la malnutrition systématique des enfants; du chômage qui affecte 15% à 60% de la population active nationale; du reniement des droits civils fondamentaux dans 90% du continent, de l'emprisonnement arbitraire et de la torture; et de la négation systématique du droit des peuples à être maîtres de leur propre destin. Cette violence institutionnalisée est devenue encore plus dure que celle qui fut d'abord condamnée par vos évêques latino-américains à Medellin et qui fut dénoncée par après dans les Conférences Épiscopales Nationales.

Durant les dix années qui suivent Medellin, plusieurs personnes engagées avec les marginaux et les opprimés dans la lutte pour la libération et dans la construction du Royaume, ont souffert la torture, l'emprisonnement et même la mort. Mais leurs actes courageux ont aussi apporté à beaucoup l'espoir que les conditions dégradantes dans lesquelles ils vivent, vont changer. Il est urgent que Puebla réaffirme cet engagement avec les pauvres et leur lutte pour la libération et donne aux chrétiens un nouvel encouragement à relever les défis quotidiens de l'Évangile.

En quoi cela nous concerne-t-il?

On nous a raconté "l'incertitude, la douleur la tristesse, la faim, l'humiliation, la persécution et les insultes à la dignité de l'être humain" que vous souffrez en Amérique latine. Nous reconnaissons que notre situation au Québec n'est pas si grave. Cependant, nous voulons que vous sachiez que nous avons des luttes communes pour la justice, parce que nous aussi sommes victimes de structures de domination et de dépendance similaires aux vôtres. À Medellin, vos évêques nous ont enseigné que:

Nos pays (sont) dépendants d'un centre de pouvoir économique, autour duquel ils gravitent. C'est pour cette raison que, souvent, nos nations ne peuvent disposer de leurs biens et n'ont pas leur mot à dire dans les décisions économiques qui les concernent.

En tant que Québécois, nous reconnaissons que certaines compagnies ayant leur siège au Canada exploitent l'Amérique latine et vous

aliènent le contrôle de votre propre destin. En tant que chrétiens, nous nous opposons comme vous à cette injustice. En même temps, comme la majeure partie de l'Amérique latine, le Québec est dépendant du même centre de pouvoir économique. La lutte pour nous libérer nous-mêmes de cette dépendance, constitue une manière de lutter en solidarité avec vous.

1 — Développement des ressources

Actuellement, les compagnies multinationales de matières premières comme Inco, Alcan, Noranda et Falconbridge, congédient leurs ouvriers au Canada, pendant qu'elles investissent au Guatemala, au Brésil, au Chili et en République Dominicaine, où les droits humains fondamentaux sont bafoués. De plus, les banques canadiennes prêtent des millions de dollars de nos économies pour supporter les régimes répressifs d'Amérique latine.

Ces prêts et ces investissements font du tort autant aux travailleurs canadiens que sud-américains. Pendant que le chômage s'accroît au Québec et que la répression augmente en Amérique latine, là-bas comme ici, des hommes sont assujettis à un modèle de développement où la richesse créée par le travail est exportée sans qu'elle contribue à développer les économies locales.

Nous partageons la préoccupation exprimée par le chef d'un syndicat de mineurs canadiens:

Nous produisons cette richesse avec notre travail, nos blesseurs, notre mort; mais nous n'avons pas encore un mot à dire sur la manière dont cette richesse sera dépensée; et quand ils entassent des réserves, ils vous jettent à la rue... Nous prenons connaissance de rapports incroyables sur la brutalité avec laquelle la Falconbridge expolite les travailleurs du Tiers-Monde où les syndicats ou bien n'existent pas ou bien sont faibles.

2 — Faim et alimentation

Nous, Québécois, nous devons faire face à un système mondial d'alimentation qui, comme disent les évêques catholiques canadiens, "vise d'abord à faire des profits, non à nourrir la population". En Amérique latine, ce système d'alimentation a signifié que des millions de *campesinos* ont dû quitter leur terre. Cela a signifié la faim et la malnutrition

croissantes et de hauts taux de mortalité infantile. Nous reposons cette question que les évêques du Brésil ont eu le courage de formuler:

Pourquoi quelques-uns — des étrangers même — peuvent acheter des milliers d'acres de terre pour élever du bétail et exporter de la viande, alors que notre pauvre peuple ne peut continuer à cultiver un morceau de terre où ils sont nés, où ils ont été élevés, où ils ont vécu et travaillé durant des années?

Nous supportons fortement les efforts des organisations de *campesinos* partout en Amérique latine pour réaliser une réforme agraire juste, et nous saluons l'exemple courageux de ceux qui ont consacré leurs vies à ces luttes. Nous avons été horrifiés d'apprendre que des *campesinos* et leurs prêtres ont été massacrés à El Salvador et au Guatemala pour avoir revendiqué leurs droits à leur terre. Nous espérons et nous prions pour que l'Église demeure fidèle à l'appel de Medellín pour *"une réforme urgente et authentique des structures et des politiques agraires... qui aille au-delà d'une simple redistribution de la terre... qui mette la population paysanne en mesure de bénéficier de la culture, de la santé, des loisirs, de la croissance spirituelle, de la participation aux décisions locales et à celles qui regardent l'économie et les politiques nationales"*.

3 — Les peuples indigènes

La lutte des peuples indigènes, partout en Amérique, contre des siècles de colonialisme, a été et continue d'être une voix prophétique contre les structures de l'injustice. Nous savons que les peuples indigènes, en Amérique latine, sont menacés de génocide culturel et même physique. Nous savons que l'Église du Brésil a défendu les droits des peuples indigènes même au prix d'une persécution par l'État. Nous prions pour que l'Église toute entière se montre ferme dans la défense des droits des indigènes.

Au Canada, les peuples autochtones indiens revendiquent leurs droits à l'auto-détermination et résistent à l'intrusion des compagnies qui veulent exploiter les ressources naturelles de leurs territoires. Les évêques catholiques du Canada ont reconnu la signification pour nous tous de cette lutte menée dans le nord du pays:

Nous sommes spécialement préoccupés par l'avenir du Nord du pays, pour qu'il ne soit pas déterminé par des modèles de développe-

ment colonial, dans lequel une minorité puissante finit par contrôler à la fois la population et les ressources naturelles... Parce que, ce que nous voyons poindre dans le Nord canadien, ce sont des formes d'exploitation que nous prétendons souvent n'exister que dans les pays du Tiers-Monde: un grave abus à la fois du peuple indien et des ressources énergétiques du Nord.

4 — Qui supporte le prix de la crise économique?

Il est de plus en plus évident que ce sont les travailleurs du Québec et de l'Amérique latine qui paient le prix de la crise profonde du système capitaliste international. Autant les Québécois que les Latino-américains doivent faire face à des taux de chômage records et perdent rapidement ce qu'ils avaient acquis de services sociaux, puisque les gouvernements coupent les budgets de santé et d'éducation pendant qu'ils augmentent les dépenses militaires et celles des forces policières. Les politiques de taxation affectent de plus en plus les pauvres pour subventionner les riches. Pendant que l'inflation hausse les prix des nécessités de base, spécialement des aliments, les salaires des travailleurs sont plafonnés à la fois par des mesures législatives et par un système économique pour qui le travail humain n'est qu'une marchandise de plus.

Les travailleurs de l'Amérique latine souffrent des effets de la crise encore plus cruellement que les travailleurs québécois. Là-bas comme ici, on essaie de se défendre contre la répression économique. Nous devons tirer une leçon du support que l'Église latino-américaine a donné aux organisations populaires qui défendent les droits des travailleurs et des pauvres, telles que les cantines populaires au Chili, les communautés de base, les organisations paysannes, les syndicats et les organisations culturelles et éducatives. Comme des évêques du Pérou, réunis en assemblée, l'ont dit:

Sans une organisation autonome du peuple, sa libération ne s'accomplit pas selon le plan de Dieu; nous nous engageons nous-mêmes à supporter les organisations qui ont surgi du peuple même — et non celles qui lui sont imposées — celles qui favorisent l'accès des personnes à une plus grande dignité.

5 — Répression au nom de la sécurité nationale

La crise économique de ces dix dernières années a contribué à accentuer la résistance populaire. Cette résistance s'est heurtée à la ré-

pression d'État. Nous sommes très profondément affligés par l'extrême réaction des autorités d'État, en Amérique latine, contre les efforts du peuple pour s'organiser, pour défendre ses droits et vaincre l'injustice. Nous avons été horrifiés par les événements et les témoignages personnels concernant les mesures de l'état policier, les arrestations arbitraires, les détentions, la torture, l'exil forcé et les assassinats d'innombrables personnes au nom de la *Sécurité Nationale*.

Dans notre pays, nous aussi nous avons commencé d'entendre le gouvernement justifier les activités illégales de la Gendarmerie Royale du Canada au nom de la *Sécurité Nationale*. Ici, le gouvernement a légalisé la pratique de l'écoute téléphonique, il est en train de légaliser celle de l'ouverture du courrier et il rogne notre liberté d'association, de parole, la mise en circulation des idées et notre droit à la vie privée. Dans une visite récente au Québec, Dom Helder Camara nous a prévenus d'être attentifs aux violations épouvantables des droits humains que le gouvernement peut justifier à l'aide de la doctrine de la *Sécurité Nationale*.

Nous savons qu'en Amérique les bénéficiaires de la répression policière sont les secteurs privilégiés de la société, pendant que les victimes en sont les organisations populaires qui luttent pour la justice. De même au Québec, les organisations d'agriculteurs, les blocs syndicaux et de l'Église sont parmi les groupes qui sont surveillés par la police de sécurité.

Nos espoirs

Par bien des sources, nous devenons de plus en plus conscients de votre douleur et de votre souffrance extrêmes. Comme Mgr Leonidas Proana, évêque d'Équateur, nous aussi nous espérons fortement que cette Conférence "*sera un pas en avant, l'expression d'une plus grande fidélité à la Parole du Seigneur et à l'appel et à la lutte du peuple latino-américain*". Nous apprenons qu'il y a des différences en vous quant à l'approche de cette Conférence, qu'il y aura confrontation entre deux différentes positions dans l'Église. Nous espérons et nous prions pour qu'au cours des délibérations et des discussions, l'Évangile triomphe en toute authenticité et avec tout son pouvoir libérateur.

Les Écritures nous invitent à donner une réponse concrète à nos frères dans le besoin. Comme nous le rappelle la lettre de Jacques: "*Si*

un frère ou une sœur sont dans le dénuement et dépourvus de la nourriture quotidienne et que l'un de vous leur dise: 'Allez en paix, chauffez-vous, mangez à votre faim', mais sans leur donner les choses nécessaires aux besoins de leur corps, où est le profit? Ainsi en est-il de la foi: si elle n'a pas les œuvres, elle est morte par elle-même" (Jacques 2, 15-17). En effet, les évêques canadiens nous ont rappelé récemment que "le thème central tout au long des Écritures, c'est que nous en venions à connaître Dieu, à L'expérimenter vraiment, à travers l'amour et le respect des autres, dans la recherche de la justice pour le pauvre, le déshérité, l'opprimé, le vieillard, le malade et le prisonnier".

Nous espérons que les délégués de la prochaine Conférence de Puebla réaffirmeront les engagements des chrétiens qui luttent pour la libération au milieu de la réalité critique qui prédomine actuellement en Amérique latine. Nous espérons que nos évêques qui assisteront à la Conférence auront la sagesse de comprendre la réalité et la lutte du peuple d'Amérique latine. Nous espérons également que, après cette expérience, ils apportent aux chrétiens du Québec une plus grande conscience du fait que nous sommes impliqués dans les injustices dont souffrent les Latino-américains et nous suggèrent de quelle manière nous pouvons travailler en solidarité pour changer cette situation.

Nous nous identifions et nous supportons l'engagement des communautés chrétiennes qui luttent, en Amérique latine, pour la libération de tous les peuples. C'est aussi notre intention de continuer d'étudier et de suivre les développements que suscite cette rencontre dans le monde entier. Nous désirons encourager vos efforts pour faire de cette Conférence une continuation de CELAM II, un signe de conversion au Seigneur et au pauvre.

Nous sommes convaincus que les chrétiens engagés dans la lutte et guidés par l'esprit de Medellin, ont donné un meilleur témoignage de l'Évangile que tout ce qui a été ou sera écrit.

ENTRAIDE MISSIONNAIRE INC.

2295, rue Chambly, Montréal, Qué. H1W 3J6

La J.O.C. au X^{le} festival mondial de la jeunesse à Cuba

Sous le thème: "Pour la solidarité
anti-impérialiste, la paix et l'amitié"

Ce festival a accueilli 18,500 délégués en provenance de 145 pays, 2000 organisations nationales et plus de 50 organisations régionales et internationales.

Plusieurs incidences ont marqué le Festival. C'est le premier festival qui se déroule en dehors de l'Europe, dans un pays du tiers-monde; pour la première fois les forces de diverses orientations politiques, philosophiques et religieuses ont eu la possibilité d'y participer; les Comités Nationaux Préparatoires (CNP) ainsi que la Commission Permanente du Comité International Préparatoire (CIP) regroupaient des forces de toutes les tendances allant de la jeunesse libérale-conservatrice à la jeunesse communiste, des organisations confessionnelles, éducatives, culturelles, sportives, étudiantes, etc. On peut dire que le courant d'hégémonie des festivals qui a prévalu jusqu'à ce jour a pris fin, et on peut s'attendre à ce que de nouvelles forces s'associent aux prochains festivals.

PARTICIPATION DE LA J.O.C.

D'après les normes établies par le C.N.P. du Québec, la J.O.C. avait droit à 5 représentants, mais les circonstances ont fait que seulement 2 militants ont participé, le gouvernement provincial ayant refusé de subventionner les délégués et ce à la dernière heure.

Apportons maintenant nos premières réflexions, car une évaluation complète de notre participation serait trop prématurée.

Une trentaine de mouvements nationaux de la J.O.C. étaient là. Martine et Manon, déléguées pour la J.O.C. du Québec, avons pu ren-

contrer des mouvements nationaux provenant d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Nous avons eu l'occasion de nous regrouper tous à quelques reprises et cette expérience nous a permis d'échanger avec des militants comme nous et de rendre compte que nous parlions tous le même langage, que tu sois de Porto-Rico, du Vénézuéla, de Belgique, d'Autriche, des Philippines, du Québec etc.; celui de la jeunesse ouvrière qui s'organise.

CONTACTS PRIS

D'autres contacts, que ce soit dans la rue, dans un Centre de discussion, à la rencontre des jeunes croyants, pendant une fête, dans les rencontres bi-latérales entre organisation ou pays, dans les meetings de solidarité, etc., nous ont permis d'élargir notre champ de vision quant à la réalité de la jeunesse travailleuse dans le monde et de connaître davantage les organisations de jeunesse existantes ainsi que leurs activités.

PERSPECTIVE POUR LE FUTUR

Ayant à son actif une première expérience au Festival, la J.O.C. du Québec se devra d'apporter davantage sa participation active, réfléchie à la lumière de l'analyse que les jeunes feront sur la situation actuelle des jeunes travailleurs au Québec et dans le monde.

Manon BRÛLOTTE
Militante de la J.O.C.
Déléguée au Festival

Le Congrès National du Mouvement des Travailleurs Chrétiens

Raymond LEVAC

Les 23 et 24 septembre derniers, se tenait à Montréal, le congrès national du mouvement des travailleurs chrétiens (MTC). Un tel congrès, qui se tient à tous les deux ans, est un rassemblement de tous les militants du mouvement. À partir de ce congrès, on ne peut qu'être frappé, me semble-t-il, par l'enracinement de plus en plus fort de ce groupe dans la dynamique du mouvement ouvrier québécois actuel.

I Un enracinement qui s'opère depuis 15 ans

A — De la L.O.C. au M.T.C.

Le congrès de 1976, qui voulait faire le point sur le mouvement lui-même après 10 ans d'existence, avait demandé, au milieu de discussions et de tensions multiples, une redéfinition des objectifs du mouvement et de sa clientèle.

C'est en effet en 1965 que naît le M.T.C. comme tel, après trois ans de réflexions et de remise en cause de la Ligue ouvrière catholique (LOC) qui durant les années '50 et le début des années '60, avait pris une orientation telle que ceux qui voulaient s'engager "dans le temporel", comme on disait, devaient quitter le mouvement. On comprend qu'au début de la révolution tranquille une partie de la base du mouvement provoque une remise en cause.

C'est alors *l'engagement* des membres dans la société et *l'équipe* qui deviennent les bases essentielles du M.T.C. Et la RÉVISION DE VIE devient son épine dorsale.

C'est une transformation profonde qui prendra plusieurs années à pénétrer, dans les faits, à tous les niveaux du mouvement et dans toutes les régions. Cette transformation se situait d'ailleurs, en lien très étroit avec cette volonté exprimée à Vatican II de rendre l'Église présente au monde et de la rendre toute entière missionnaire. Tout normalement, le M.T.C. exprime ses objectifs et ses orientations dans le langage même de Vatican II.

B — Les objectifs initiaux du M.T.C.

En vue de participer à "la consécration du monde" disait-on, le mouvement assumait un rôle d'"animateur des personnes" en faisant "découvrir aux chrétiens qu'ils doivent participer à la construction du monde, à son aménagement".

En vue de participer à "l'évangélisation", tâche spécifique du mouvement, il devait "susciter et organiser le témoignage individuel et collectif des chrétiens" en faisant découvrir qu'ils doivent dans leur action "aller jusqu'à annoncer le Christ", et cela par le témoignage d'une vie de charité et en pouvant rendre compte de leur foi. Enfin, le mouvement devait apporter dans l'Église le dynamisme, les aspirations, les valeurs et les problèmes du monde ouvrier.

Or, dix ans plus tard, un ensemble de militants du mouvement ne comprennent plus, à partir de leur expérience d'engagement, ce que ces objectifs veulent dire dans leurs pratiques. Ils demandent qu'on les clarifie. En somme, ils demandent qu'on les traduise dans leur langage et leur culture.

C — Les objectifs redéfinis

Ce langage et cette culture seront ceux véhiculés par le mouvement ouvrier. Pendant deux ans, en lien très étroit avec les équipes de base, le mouvement va se redire ses objectifs.¹

Ces derniers se situent d'abord au cœur même de la nécessaire "libération de la classe ouvrière". Ils se précisent à l'intérieur d'une analyse classiste: la classe ouvrière a des intérêts spécifiques, irréconciliables avec

¹ cf. *Le Mouvement des Travailleurs Chrétiens*, textes de base, 1978.

ceux de la classe capitaliste. La classe ouvrière est exploitée. Travailler à sa promotion collective, c'est travailler à la libération de la situation d'exploitation qu'elle subit.

“L'objectif du M.T.C. consiste à favoriser chez les travailleurs chrétiens un engagement de qualité qui réponde aux exigences de la foi chrétienne. Le mouvement permettra de vivre ainsi la foi au cœur de tous les efforts de libération déployés par les travailleurs”.

Le mouvement reste le même mouvement. Ses objectifs n'ont pas changé. Et pourtant, il y a un changement fondamental de perspective, me semble-t-il. On ne part plus de l'Église qui a une mission d'évangélisation en milieu ouvrier. On part de la classe ouvrière elle-même et de son projet collectif de libération, on y découvre la présence agissante de Jésus-Christ qu'on veut révéler et vivre en Église.

II Le congrès de 1978: la réalité ouvrière et le M.T.C.

Durant ce congrès, on n'était plus centré sur le mouvement comme au congrès précédent, mais sur la réalité ouvrière elle-même. On y a abordé trois thèmes: 1) — les problèmes des travailleurs et leurs causes, 2) — les organisations ouvrières, 3) — le M.T.C. au cœur de la réalité ouvrière.

1 — Les problèmes des travailleurs et leurs causes

A — Le Québec

Lors du congrès on a présenté un rapport synthèse de 15 rencontres regroupant 155 militants de 16 villes du Québec. Trois problèmes surtout retiennent l'attention: le chômage, l'inflation et les conditions de travail. Les causes? Une minorité contrôle l'économie et le pouvoir politique en fonction de ses propres intérêts. Le pouvoir politique n'est pas neutre. L'école, les media d'information véhiculent des valeurs individualistes et mettent la responsabilité des problèmes sur les travailleurs et leurs organisations au lieu d'expliquer les vraies causes des problèmes.

Le problème de la domination et de l'aliénation des femmes est soulevé et mis en lien avec le système capitaliste qui a besoin d'elles à la maison.

Face à cette situation, les travailleurs sont souvent pris d'un fort sentiment d'impuissance que renforce d'ailleurs le système capitaliste.

Les organisations ouvrières sont faibles face aux attaques de l'État (cf. loi anti-inflation). Mais en même temps, les travailleurs sont plus sensibilisés, plus conscients des causes de leurs problèmes. La crise économique et ses effets les rendent cependant plus craintifs à réagir. On préférera protéger ses acquis plutôt que de se lancer à l'offensive. On se réfugie souvent aussi dans la consommation.

B — Situation internationale

Grâce à l'exposé de Jean-Marc Lebeau, secrétaire général du Mouvement Mondial des Travailleurs Chrétiens, l'assemblée a pu avoir un aperçu très vivant et très concret de la situation des travailleurs des différents continents et de leurs organisations. Les luttes menées ici, affirme-t-il, sont directement en lien avec ce qui se passe ailleurs. Ailleurs, comme au Québec, on rencontre l'extension du capitalisme et la crise économique.

L'extension du capitalisme, cela veut dire ouvrir des usines pour mettre la main sur les richesses naturelles de plusieurs pays et les exploiter, créer à n'importe quel prix un bassin de consommation pour vendre ces produits, trouver des pays où payer les salaires les moins chers et avoir une main-d'œuvre docile et soumise, et supporter les gouvernements, la police et l'armée.

Cette organisation capitaliste du travail moule le travail lui-même, réalité qui marque le plus le travailleur: routine, cadences, bruits, quotas, travail supplémentaire, etc...

Il faut dire qu'une autre conséquence c'est que des milliers de gens à travers le monde sont au niveau de la lutte pour la survie et travaillent dans des conditions inhumaines.

Cependant, continue-t-il, *on ne peut tuer la dignité de l'homme*. Partout à travers le monde, les travailleurs s'organisent. Leur principal instrument de lutte demeure le syndicalisme. Même sous les dictatures militaires, les travailleurs se donnent des organisations clandestines.

Il y a aussi des pays, comme en Afrique, qui sont du courant socialiste, et qui ont voulu orienter le développement au lieu de le laisser dans les mains des capitalistes. Cela est difficile à réaliser du fait souvent du contrôle de certaines matières premières par des industries capitalistes.

Il termine en rappelant que nos luttes font partie d'une histoire; nos forces s'ajoutent à celles partout à travers le monde qui sont présentes à la base.

C'était la première fois que, dans un congrès national, la dimension internationale de l'exploitation et de la lutte ouvrière était intégrée au programme. L'ampleur des problèmes ailleurs dans le monde amène chez plusieurs cette réaction: ne sommes-nous pas bien ici? Ne criions-nous pas le ventre plein?

2 — Les organisations ouvrières

A — Un exposé

À cette question, Joseph Giguère, président du conseil central de la C.S.N. de Québec est venu, indirectement, apporter une réponse.

Il ne faut pas confondre exploitation et misère, a-t-il dit. S'il y a moins de misère, il y a beaucoup d'exploitation. Elle s'exprime à travers l'insécurité des travailleurs face à la perspective de ne pas avoir, demain, un revenu suffisant ou de voir fermer son usine; c'est de ne pas faire un travail d'homme, de ne rien décider au niveau du travail, de ne pas avoir de liberté de pensée et d'action, de travailler dans des conditions insalubres et dangereuses, c'est d'être écrasé par son boss au travail, c'est de ne pas pouvoir être créateur dans son travail, de ne plus avoir assez d'énergie après son travail pour comprendre la société et y jouer un rôle.

Si la misère est moins grande au Québec, ajouta-t-il, c'est que les travailleurs ont fait des gains dans le passé par leurs luttes. S'ils cessent de lutter, ils perdent ces avantages rapidement et risquent de retourner à la misère. Pensons aux coupures actuelles de l'assurance-chômage, des allocations familiales; à la perte des droits acquis, etc... Enfin, la misère, elle existe ici à grande échelle. Il faut la voir. Plus de 30% de la population vit sous le seuil de la pauvreté.

Or, si cette exploitation existe, continue-t-il, c'est dû à l'organisation du travail. Quand tu ne possèdes pas les moyens de production, tu dois te vendre à ceux qui les possèdent. "La cause fondamentale de l'exploitation c'est qu'on est développé par d'autres" en fonction de leurs intérêts.

Face à cela, il faut une société nouvelle, socialiste, c'est-à-dire une société où les travailleurs vont gérer ensemble leur milieu de travail;

une société où la vie économique, politique et culturelle sera l'expression de la volonté, des aspirations et de la façon d'être des travailleurs.

Au niveau des enjeux, il faut travailler de plus en plus avec le monde à la base, critiquer le mairaudage, unir syndicats et groupes populaires, syndiqués et non-syndiqués; penser la qualité des soins et de l'enseignement avec les gens, améliorer la militance et la conscience dans les syndicats de base et les groupes populaires, soigner la qualité des luttes. Bien sûr, il faut bâtir une organisation politique des travailleurs. Mais cette dernière ne se bâtira pas à partir des limites des syndicats et des groupes populaires.

B — D'après les militants du M.T.C.

Pour les militants du M.T.C., les principales organisations qui s'attaquent aux problèmes des travailleurs demeurent les syndicats. C'est un des acquis du mouvement ouvrier qui, malgré ses lacunes, doit être préservé et renforcé. Il y a, en second lieu, les coopératives qui sont une force pour les travailleurs et qui, sans nécessairement toujours aller aux causes des problèmes des travailleurs, sont souvent une façon de commencer aujourd'hui à vivre l'utopie espérée pour demain. C'est particulièrement le cas des coops de consommation et d'habitation. Il y a les groupes populaires, les groupes politiques et les groupes d'intérêt général.

Lors des réunions préparatoires, les militants du M.T.C. ont identifié les principales revendications du mouvement ouvrier dans les milieux de travail, dans les quartiers, revendications concernant les travailleurs, les chômeurs et les assistés-sociaux. On a mis le doigt sur des gains obtenus dans plusieurs milieux de travail (heures de travail garanties, réductions des heures de travail, fonds de pension, etc...), le salaire minimum, la syndicalisation de certains milieux de travail, etc... On a aussi mis le doigt sur les principales difficultés que les organisations ouvrières doivent affronter: la répression patronale, l'appui aux patrons par le gouvernement et la police, un fort mouvement anti-syndical, le manque de pouvoir des organisations ouvrières, le manque de solidarité et de participation, etc...

Plusieurs insistent sur l'importance d'en arriver à se bâtir des organisations politiques qui vont défendre les intérêts des travailleurs et aider à clarifier les causes des problèmes.

3 — Le M.T.C. au cœur des réalités ouvrières

Le M.T.C. est présent dans vingt villes au Québec. La grande majorité des membres (76%) sont de la classe ouvrière. Ils sont pour plus des trois quart (77%) engagés. Si on tient compte du fait que le mouvement est composé de couples, il s'agit d'un taux d'engagement intéressant.

Le M.T.C. a posé occasionnellement des gestes d'appui, l'impliquant dans les revendications du mouvement ouvrier: loi 45, certains conflits locaux, etc... Le congrès a d'ailleurs appuyé publiquement les travailleurs de l'usine CADBURY, qui risquent d'être mis à pied, dans leur campagne de boycottage des produits CADBURY de façon à ce que la compagnie garde son usine au Québec.

Les membres du M.T.C. perçoivent, dans l'ensemble, leur mouvement comme une soutien important au niveau de leur engagement. Il leur permet, en particulier, de reconnaître la présence de Jésus-Christ dans le travailleur qui se solidarise avec les autres au détriment parfois de ses intérêts personnels immédiats, ou dans cette action collective menée par un groupe de travailleurs défendant la justice.

Bien sûr, l'expression de cette réalité de foi est encore difficile chez les travailleurs du M.T.C. Elle est cependant présente d'une façon originale dans l'Église. D'ailleurs, comme disait une participante: "On a de la misère à dire notre foi; jusqu'ici, ce sont toujours les autres qui nous ont dit ce qu'il fallait dire. On a à redire ces choses dans nos mots".

Conclusion

Le M.T.C. a clarifié ses objectifs. Il met un plus grand accent sur l'analyse sans pour autant s'éloigner de la réalité vécue par les travailleurs. Il inclut davantage dans sa démarche la dimension internationale. Il se situe d'emblée à partir de la réalité ouvrière.

Les défis qu'il a à relever sont multiples. Il doit continuer son enracinement à l'intérieur de la dynamique du mouvement ouvrier et cela, à tous les niveaux du mouvement et dans toutes les régions, en lien étroit avec la réalité quotidienne des travailleurs.

Il doit faire en sorte que les militants chrétiens puissent posséder des outils et des mots reliés à la vie collective de la classe ouvrière pour parler plus facilement de la réalité de Jésus-Christ et de leur foi.

BERNARDIN FRÈRES INC.
ASSURANCES — INSURANCE

8000 ST. DENIS, MONTREAL H2R 2G1
TEL. 384-9200



SIÈGE SOCIAL: 625 Deslauriers, St-Laurent 336-7070

MONTREAL:	5940 Papineau	273-8861
	6270 ouest St-Jacques West	489-8221
	9061 boul. Pie IX Blvd.	325-0562
POINTE-CLAIRE:	Centre d'Achats Fairview	
	Fairview Shopping Centre	694-3310
ST-LAURENT:	3703 Côte-Vertu	336-7840
LAVAL:	1690 boul. Labelle Blvd. (Chomedey)	688-3751
	1179 des Laurentides, Vimont	
LONGUEUIL:	405 ouest Curé-Poirier West	677-9136
P.A.T.:	11675 est Notre-Dame East	645-9261
GREENFIELD PARK:	900 boul. Taschereau	
VITRERIE GÉNÉRALE:		
PLATE GLASS:	8120 Alfred, Ville d'Anjou	354-7550

G. Lebeau Ltée / Ltd.

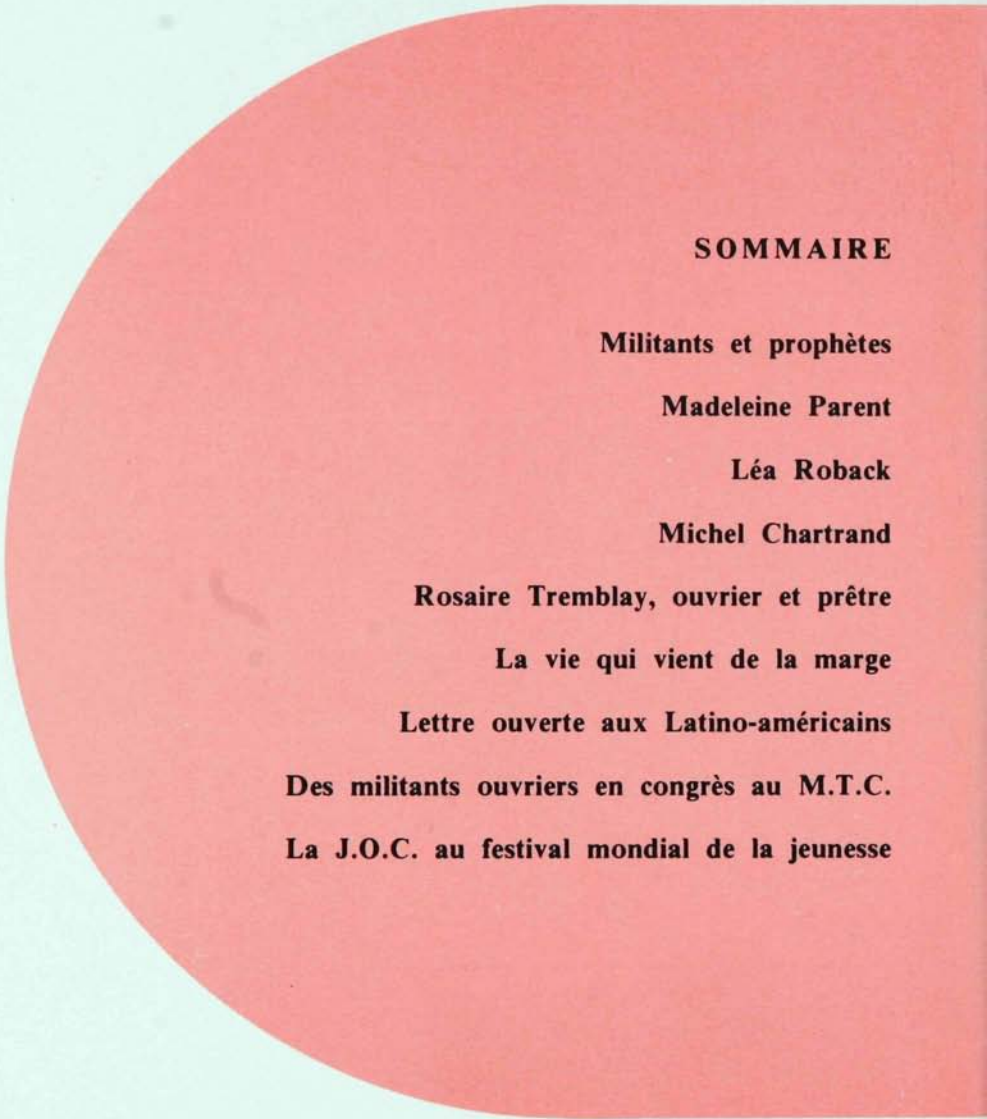
F.-X. DROLET INC.

Atelier de mécanique et fonderie

Spécialité: ascenseurs

QUÉBEC, 245, rue Du Pont
MONTREAL, 2111, boul. Henri-Bourassa est

Tél.: 522-5262
Tél.: 389-2258



SOMMAIRE

Militants et prophètes

Madeleine Parent

Léa Roback

Michel Chartrand

Rosaire Tremblay, ouvrier et prêtre

La vie qui vient de la marge

Lettre ouverte aux Latino-américains

Des militants ouvriers en congrès au M.T.C.

La J.O.C. au festival mondial de la jeunesse

Prix: \$1.00